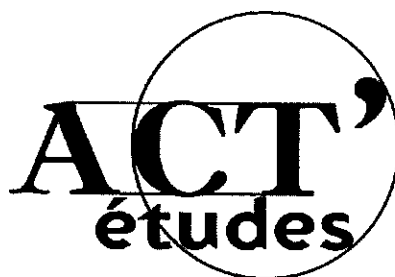


Commune de Arras-sur-Rhône

Carte Communale

Département de l'Ardèche (07)

1. Rapport de présentation



75, rue Parmentier
69007 LYON
Tél : 04 72 71 89 35
www.act-etudes.com

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT	3
PREAMBULE.....	3
A : L'ANALYSE DE LA SITUATION EXISTANTE ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION.	5
1. ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE.	5
1.1. Aspects démographiques.....	5
1.2. Habitat.....	8
1.3. Les aspects économiques.....	10
1.4. Les équipements publics.....	12
2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION.....	13
2.1. Perspectives d'évolution de la démographie et de l'habitat.....	13
2.2. Perspectives d'évolution des activités et de l'emploi.....	13
2.3. Perspectives d'évolution des équipements.....	14
B : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE L'ENVIRONNEMENT EN FONCTION DE LA SENSIBILITE DU MILIEU.....	15
1. PRESENTATION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	15
1.1. Les composantes physiques et géographiques.....	15
1.2. Les milieux naturels.....	24
1.3. Les sites et les paysages.....	27
2. PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LA CARTE COMMUNALE.....	45
2.1. Risques naturels et technologiques.....	45
2.2. Risques de pollution des eaux et gestion de l'eau.....	49
2.3. Protection des sites et des paysages	50
2.4. Protection du milieu naturel	51
2.5. Préservation de la structure agro-sylvo-pastorale	51
C : LES ORIENTATIONS DE LA COMMUNE.....	52
1. LES OBJECTIFS GENERAUX DE LA COMMUNE.	52
2. LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES PARTIES URBANISEES DE LA COMMUNE.	53
2.1. Le développement urbain.....	54
2.2. La préservation des sites, des paysages, et de l'environnement.....	55
D. COMPATIBILITE DE LA CARTE COMMUNALE AVEC LES TEXTES EN VIGUEUR.....	57
1. COMPATIBILITE AVEC L'ARTICLE L 121-1	57
2. RESPECT DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.	58
3. LES PROGRAMMES D'INTERET GENERAL (PIG)	58
4. COMPATIBILITE AVEC LE S.CO.T.....	58
E. SUPERFICIE DES ZONES CONSTRUCTIBLES ET DES ZONES NON-CONSTRUCTIBLES	59

AVERTISSEMENT

Le contenu du rapport de présentation d'une Carte Communale est défini par l'Article R.124-2 du Code de l'Urbanisme, dont on trouvera le texte ci-dessous :

Le rapport de présentation :

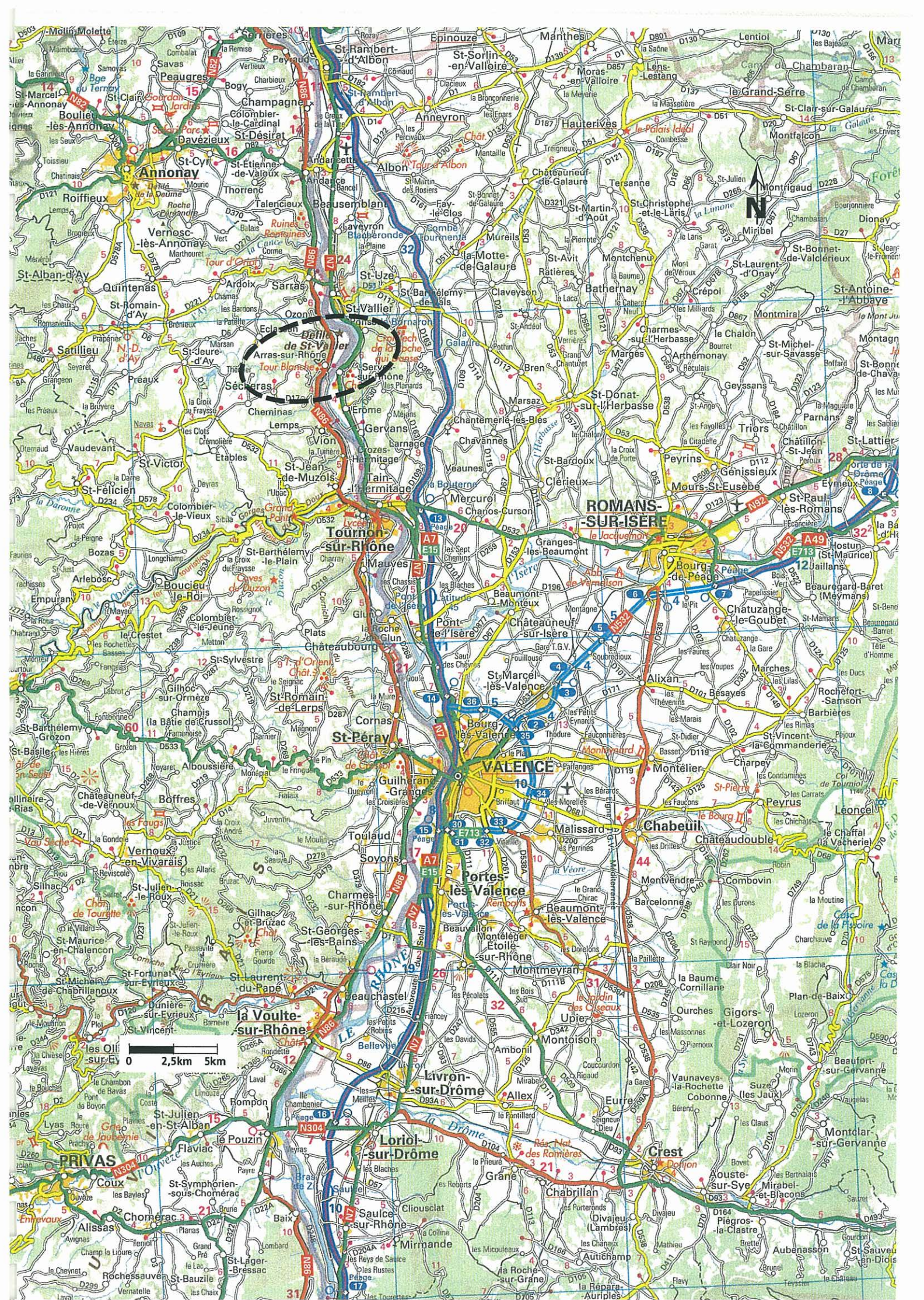
- « 1. Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;
- 2. Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 110 et L. 121-1, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées ; en cas de révision il justifie, le cas échéant, les changements apportés à ces délimitations ;
- 3. Evalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur. »

PREAMBULE

Par délibération du Conseil Municipal en date du 15 mars 2003, la commune a prescrit l'élaboration d'une Carte communale conformément aux dispositions de la l'article L124-1 du Code de l'urbanisme.

L'élaboration de la carte communale est motivée par l'utilité pour la commune de définir de nouvelles zones constructibles, en réponse à une demande croissante en matière de logements, ainsi que par la nécessité de préserver les paysages et les zones agricoles et de permettre un développement cohérent de l'urbanisme du village.

Par délibération en date du 8 décembre 2001, la commune a accepté d'intégrer le périmètre du SCOT Tain/Tournon/Saint Vallier, en cours d'élaboration.



A : L'ANALYSE DE LA SITUATION EXISTANTE ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION.

1. ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE.

1.1. Aspects démographiques.

1.1.1. Les évolutions démographiques.

Arras-sur-Rhône comptait 415 habitants en 1999 selon le recensement INSEE et 452 en 2004 selon une estimation municipale.

Evolution de la population communale légale.

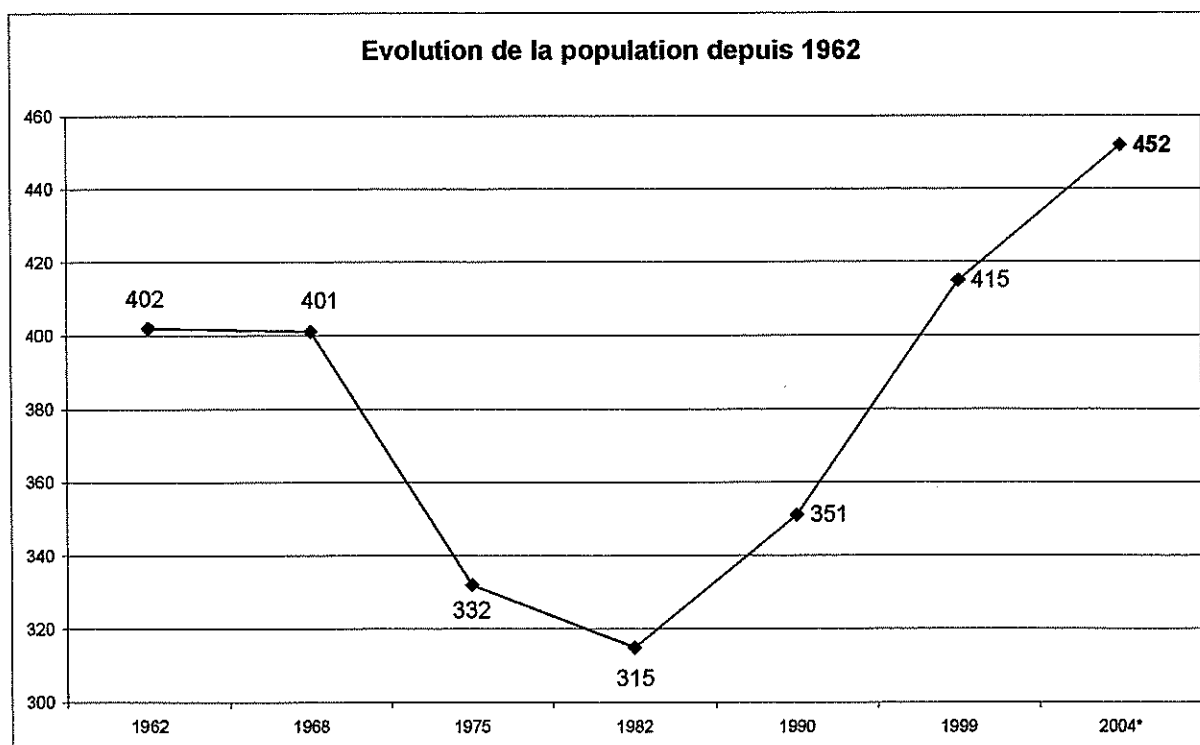
Année RGP	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2004*
Population sans double compte	402	401	332	315	351	415	452
Evolution/RGP précédent	-	- 0.2 %	- 17.2 %	- 5.1 %	+ 11.4 %	+ 18.2 %	+ 8.9 %

* estimation municipale

Evolution du taux de variation annuel.

Période	1982-1990	1990-1999	1999-2004*
Taux de variation annuel	+ 1.36 %	+ 1.87 %	+ 1.72 %

* estimation municipale



Comme l'ensemble des campagnes françaises, Arras-sur-Rhône a subi un fort exode rural. L'explication tient essentiellement à la diminution du nombre d'exploitations agricoles et à l'absence de grandes entreprises. La tendance est à la dépopulation jusqu'en 1982.

Une forte reprise démographique depuis 1982.

La situation démographique s'inverse complètement à partir de 1982. La commune enregistre un gain démographique de 31 % entre 1982 et 1999, soit 100 habitants supplémentaires. La croissance est particulièrement forte entre 1990 et 1999 (+ 18,2 %). Il est certain que la commune a accueilli de nouveaux ménages sur cette période.

Selon les estimations de la municipalité, la population atteint aujourd'hui les 452 habitants.

Les mouvements démographiques

Mouvements démographiques	Période		
	75/82	82/90	90/99
Accroissement	- 17	+ 36	+ 64
Dont excédent naturel	- 14	+ 12	+ 27
Dont solde migratoire apparent	- 3	+ 24	+ 37
Naissances	18	47	54
Décès	32	35	27

Plusieurs faits marquants ressortent du tableau précédent. Tout d'abord, le solde naturel subit un formidable renversement de tendance et devient fortement positif à partir de 1982. Sur la dernière période (90-99), la commune enregistre deux fois plus de naissances que de décès.

De même, le solde migratoire est positif depuis 1982 et enregistre une forte hausse sur la dernière période : + 37 nouveaux arrivants.

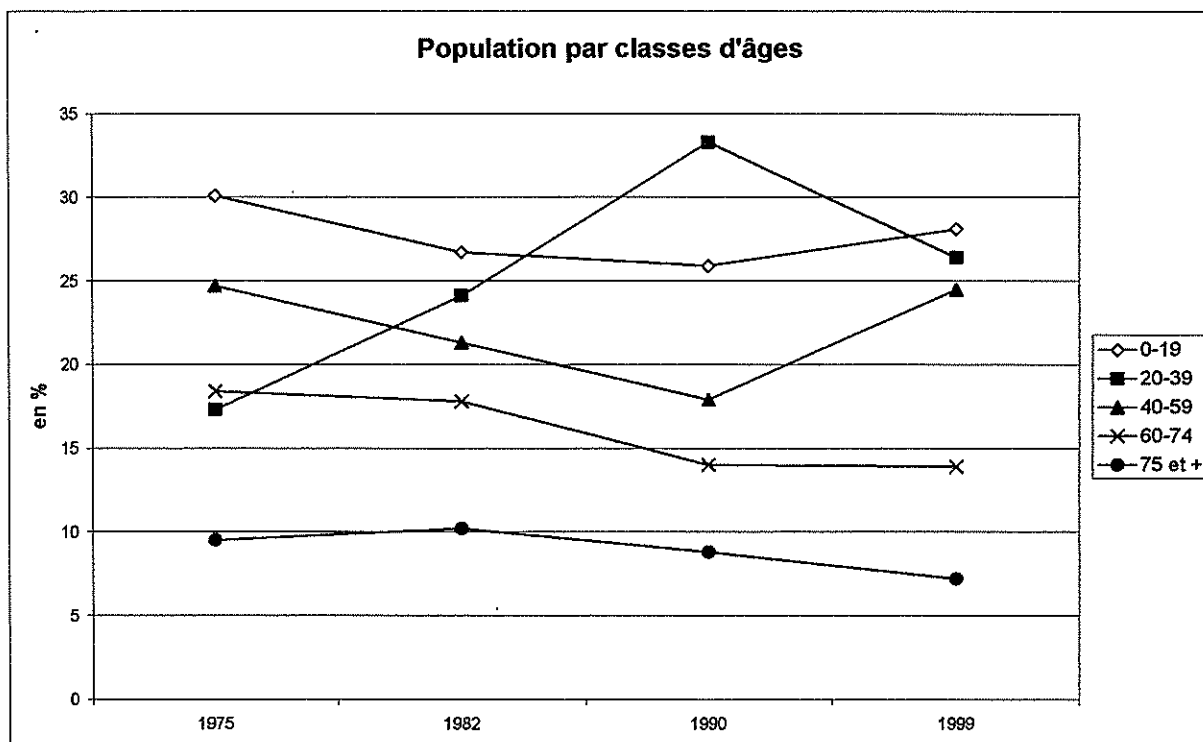
Ces chiffres confirment l'installation de nouveaux ménages, que nous annoncions dans le paragraphe précédent et indiquent que ces ménages ont eu des enfants depuis.

1.1.2. Les profils de population.

La structure par âge

Age	1975		1982		1990		1999	
	Arras-sur-Rhône		Arras-sur-Rhône		Arras-sur-Rhône		Arras-sur-Rhône	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
0-19	101	30,1	84	26,7	91	25,9	117	28,1
20-39	58	17,3	76	24,1	117	33,3	110	26,4
40-59	83	24,7	67	21,3	63	17,9	102	24,5
60-74	62	18,4	56	17,8	49	14,0	58	13,9
75 et +	32	9,5	32	10,2	31	8,8	30	7,2
Total*	336	100	315	100	351	100	417	100

* Les chiffres peuvent quelque peu différer des tableaux précédents en raison de l'utilisation par l'INSEE de données sans doubles comptes pour certaines années.



Avec plus de 28 % de la population âgés de moins de 20 ans en 1999, la commune se caractérise par une structure démographique sensiblement plus jeune que la moyenne départementale (23.1 %). Si on comptabilise les personnes ayant moins de 40 ans, on arrive à plus de 54 % de la population en 1999.

La commune rajeunit indéniablement. Les « plus de 60 ans » représentaient 28 % en 1975 alors qu'ils ne sont plus que 21 % en 1999.

Le profil de la population semble très satisfaisant et traduit un rajeunissement sensible de la population, consécutif à l'installation de jeunes ménages.

1.2. Habitat.

1.2.1. Données sur l'évolution générale du parc de logements.

	1990	1999	2004	Variation en % 90/1999 (ou 99-2004)
Nombre de logements	169	187	203	+ 20.1 %
Dont résidences principales	129	157	nc	+ 21.7 %
Dont résidences secondaires	17	17	nc	=
Dont logements vacants	23	13	nc	- 43.5 %

En 2004, Arras-sur-Rhône comptait 203 logements, contre 169 en 1990, soit un gain de 20.1 %. Entre 1990 et 1999, la commune s'est enrichie de 28 résidences principales, et a conservé le même nombre de résidences secondaires. Le rythme de création de logements s'établit à + 2.5 logements/an entre 1990 et 2004.

A noter qu'en 1999, on comptait encore 13 logements vacants, soit 7 % du parc. A noter également la proportion relativement faible de résidences secondaires, qui avec 17 unités ne représentent que 9 % du parc de logements.

1.2.2. La composition du parc.

	1999	
Parc de résidences principales	157	-
Dont maisons individuelles ou fermes	156	99.4 %
Dont logements collectifs	0	0.0 %
Autres	1	0.6 %

Un parc exclusivement individuel.

Caractéristique habituelle des zones rurales, le parc est très individuel. Ici, cette proportion atteint un record puisque 99.4 % des logements sont des « maisons individuelles ou fermes ». On ne compte aucun logement collectif.

Date d'achèvement des logements.

	Nombre	%
Avant 1949	101	54.0 %
Entre 1949 et 1974	21	11.2 %
Entre 1975 et 1981	14	7.5 %
Entre 1982 et 1989	31	16.6 %
Entre 1990 et 1999	20	10.7 %
Total	187	100.0 %

Un parc ancien.

Le parc de logements d'Arras-sur-Rhône est ancien. 54 % des logements datent d'avant 1949, et seulement un gros quart d'après 1982.

Statut d'occupation des résidences principales en 1999.

	Nombre	%
Propriétaires	108	69 %
Locataires	40	25 %
Logés à titre gracieux	9	6 %
Total	157	100.0 %

Plus des 2/3 des résidences principales sont occupées par leur propriétaire. Le secteur locatif représente 25 % du parc. Nous notions précédemment le faible nombre d'immeubles ; il explique la faiblesse du secteur locatif.

Le parc locatif social en 1999*.

	1999
Nombre total de logements	187
Dont résidences principales	157
Dont logements locatifs sociaux	16

* Les chiffres des deux premières lignes datent de 1999 ; le nombre de logements sociaux correspond lui à la réalité de 2004.

Le parc locatif social est relativement important sur la commune. Il est composé de 16 logements, soit 10 % des résidences principales.

1.2.3. L'adéquation offre / demande sur Arras-sur-Rhône.

Arras-sur-Rhône connaît une demande émanant de ménages actifs, plutôt jeunes, et travaillant généralement à Saint Vallier, Tournon, voire Valence. La proximité du village avec ces bassins d'emplois explique ces demandes. Mais la commune n'est pas en mesure de satisfaire ces souhaits. En effet, l'offre en secteur locatif est faible. Seules la réhabilitation des logements vacants (13 en 1999), et la division de maisons partiellement occupées en plusieurs appartements, pourraient accroître l'offre. La création de petits immeubles collectifs pourrait être envisagée.

En matière de logement individuel (type villa), la commune n'offre presque plus aucune possibilité. D'où la nécessité de dégager des zones d'urbanisation afin de rendre possible l'accession à la propriété.

1.3. Les aspects économiques.

1.3.1. La population active.

	1975	1982	1990	1999
Population totale	336	315	351	417
Population active	119	136	149	186
Dont ayant un emploi	116	128	138	163
Taux de chômage	2.5 %	5.9 %	7.4 %	12.4 %

La population active est en forte augmentation par rapport à 1975 et évolue beaucoup plus vite que la population totale. Ainsi, la population active augmentait de 56 % entre 1975 et 1999 alors que la population totale ne gagnait « que » 24 %. Cela signifie que la commune a « attiré » plus de ménages actifs que d'inactifs. Le taux de chômage (12.4 % en 1999) a fortement augmenté depuis 1975, et se situe désormais dans la moyenne du département (12.5 %).

La commune ne compte que 19 emplois, dont 13 liés à l'agriculture et 5 dépendant de la mairie.

1.3.2. Les migrations alternantes.

	1975		1982		1990		1999	
Actifs ayant un emploi	116		128		138		163	
Dans la commune	57	49 %	51	40 %	33	24 %	25	15 %
Hors de la commune	59	51 %	77	60 %	105	76 %	138	85 %

Nous observons qu'en 1975, 49 % des actifs ayant un emploi travaillaient à Arras-sur-Rhône même ; ce taux diminue en 1982, en 1990 et en 1999. Seulement 15 % des actifs qui avaient un emploi en 1999 travaillaient à Arras-sur-Rhône. Il est donc clair que la commune n'a pas su créer (ou maintenir) les emplois en rapport avec ses gains de population.

1.3.3. L'agriculture.

L'agriculture est une composante importante de la vie de la commune. On comptait en 2000 21 « exploitations » réparties sur l'ensemble du territoire, dont 10 sont « professionnelles » au sens du recensement agricole. Ces exploitations couvrent 134 hectares, auxquels s'ajoutent 61 hectares exploités par des agriculteurs extérieurs, soit au total 33 % de la superficie communale.

Le nombre d'exploitations a diminué depuis l'après guerre. Ainsi on comptait 37 exploitations en 1979, 31 en 1988 et 21 en 2000. Seules 10 d'entre elles sont exploitées « à temps complet ».

L'agriculture est principalement tournée vers la vigne et les vergers, qui couvrent respectivement 38 et 49 hectares. L'élevage a quasiment disparu.

Le nombre d'emplois à temps complet mobilisés par le secteur agricole s'élevait à 25 en 2000, contre 48 en 1979.

1.3.4. Commerces, artisanat, services.

Commerces :

- 1 café-restaurant (en vente)
- 1 magasin de vente et réparation de pneus
- 2 caves particulières

Industrie-Artisanat :

- néant

Services :

- néant

La situation économique de la commune n'est pas très encourageante. Arras est peu à peu devenu un village sans activités économiques, mis à part le secteur agricole. Que ce soit pour faire leurs courses, se soigner, ou pour aller travailler, les habitants doivent quitter la commune.

1.3.5. L'activité touristique.

La commune bénéficie d'un tourisme de week-end, essentiellement lié à la présence de plusieurs sentiers de randonnées pédestres/VTT et aux loisirs de la pêche et de la chasse..

1.4. Les équipements publics.

1.4.1. L'eau, l'assainissement et la gestion des déchets.

a) l'eau.

L'alimentation en eau est gérée par le syndicat Cance-Doux qui a lui-même délégué l'exploitation à la SAUR. La ressource principale du syndicat est constituée de trois puits, implantés à la limite Nord de la commune. D'une manière générale, l'exploitation du service ne pose pas de difficulté particulière et que les capacités (réseau et ressource) sont adaptées. Seule une habitation n'est pas raccordée au réseau d'eau potable. On trouvera, en annexe, les plans du réseau.

b) l'assainissement.

La commune dispose actuellement d'un réseau de collecte des eaux usées (principalement de type unitaire) sur le bourg. Une station d'épuration de 400 eqh vient d'être mise en service. Seule la partie Sud du village (le Péage) n'est pas raccordée à la station. Le nombre d'habitants raccordés est estimé à 300 sur 450 en 2004. De nombreuses habitations n'ont pas encore court-circuité leur fosse sceptique (un courrier a été récemment adressé à tous les propriétaires afin qu'ils se mettent aux normes). Enfin, par délibération en date du 27 mars 2004, la commune vient de décider l'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement.

c) collecte et traitement des ordures ménagères.

La collecte et le traitement des déchets sont assurés par la Communautés de communes des Deux Rives à laquelle adhère la Commune d'Arras-sur-Rhône. Les ordures ménagères sont collectées une fois par semaine et acheminées dans un centre d'enfouissement. La commune dispose également d'une collecte sélective multimatériaux et d'une déchetterie située à Andancette.

1.4.2. La voirie, les transports et les déplacements.

Voirie : La commune est traversée par la Nationale 86 qui longe le Rhône. Cette route est classée à grande circulation et se trouve donc soumise aux dispositions de l'article L. 111-1-4 du Code de l'urbanisme. Les autres routes ou ruelles qui traversent le village ne posent pas de problème particulier.

Stationnement : La commune compte trois parkings « officiels » sur les places de la Chambre d'Emprunt, du Foyer et du Marché, qui totalisent 65 places de stationnement.. Le stationnement résidentiel se fait la plupart du temps le long des rues ou sur des parcelles privatives.

Transports et déplacements : Le mode de transport dominant est naturellement la voiture. Il faut cependant citer l'existence d'un ramassage scolaire et d'une ligne tout public (Annonay-Valence).

1.4.3. Les équipements de superstructure.

Compte tenu de la taille de la commune, on peut affirmer qu'Arras-sur-Rhône dispose d'un bon niveau d'équipements publics (liste non exhaustive) : mairie, école, foyer municipal, maison des associations, maison des jeunes, bibliothèque, court de tennis...

2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION.

2.1. Perspectives d'évolution de la démographie et de l'habitat.

2.1.1. La démographie.

Si la population poursuivait le rythme de croissance observé entre 1990 et 2004, Arras-sur-Rhône pourrait compter **550 habitants d'ici 2015. (soit 100 de plus qu'en 2004)** . En effet, le taux de croissance moyen s'établit + 1.82 % / an sur les 15 dernières années.

Cependant, ces « prévisions » ne tiennent pas compte d'évènements exceptionnels qui pourraient intervenir et ne traduisent qu'une projection purement statistique.

La perspective d'un gain de population de 100 habitants d'ici 2015 nous semble devoir être considérée comme une base moyenne. **Par conséquent, il nous paraît plus prudent de prévoir une population comprise entre 520 et 580 habitants d'ici 2015.**

2.1.2. L'habitat.

La commune devrait développer une offre mixte. Dans un premier temps, il s'agira de répondre à la demande d'habitat de type individuel. La commune devra miser également sur la rénovation ou la réhabilitation de certains logements actuellement vacants (13 en 1999).

Le logement locatif pourrait être développé par le biais d'un ou deux petits programmes d'habitats « individuels-groupés », ou par la création d'un ou deux programmes de logements collectifs en R+2 ou R+3. Rappelons qu'à ce jour, la commune ne compte aucun logement collectif.

D'une manière générale, il s'agit de permettre un développement du village dans sa continuité immédiate. Ceci permet de profiter d'une structure d'équipements en partie réalisée ou programmée. Enfin, il s'agira de veiller à la non-prolifération des constructions sur les parties semi-urbanisées de la commune, sur les territoires où la commune ne peut économiquement pas engager des investissements pour accroître le niveau des équipements.

2.2. Perspectives d'évolution des activités et de l'emploi.

2.2.1. Industrie, artisanat, commerces, services.

L'objectif prioritaire est le maintien des activités existantes. Arras-sur-Rhône ne compte que deux commerces. Quant aux services et aux activités industrielles, il est peu probable que l'offre s'étoffe, même si la commune ne ferme naturellement pas la porte aux demandeurs.

2.2.2. L'agriculture.

Le nombre d'exploitation a diminué mais semble se stabiliser avec 21 exploitations en 2000, dont 10 professionnelles. Cependant, on remarque que seuls 7 chefs d'exploitation avaient moins de 40 ans en 2000 et 9 avaient plus de 55 ans...

La commune devra veiller à préserver les espaces nécessaires aux exploitations et à leur développement. (Voir la partie C du présent rapport de présentation)

2.2.3. Tourisme.

Nous avons signalé que le tourisme n'est pas un enjeu primordial pour la commune. Arras-sur-Rhône bénéficie cependant d'un environnement naturel attrayant. Ce cadre représente un potentiel pour le tourisme de week-end.

2.3. Perspectives d'évolution des équipements.

2.3.1. Infrastructures.

Eau-Assainissement

Il n'est pas prévu de travaux notoires en matière d'eau potable, mis à part l'extension du réseau au fur et à mesure des nouvelles urbanisations. Le syndicat Cance-Doux, qui alimente la commune en eau potable a confirmé que la ressource disponible permettait le raccordement d'une quarantaine d'habitations supplémentaires.

La commune élabore actuellement un schéma directeur et un plan de zonage d'assainissement qui dictera les travaux à réaliser.

Voirie et Stationnement

Il est prévu de viabiliser de nouveaux quartiers.

2.3.2. Superstructures et divers.

Outre l'entretien des équipements existants, la commune prévoit les investissements suivants :

- Extension du cimetière ;
- Construction d'une nouvelle cantine scolaire ;
- Réhabilitation du monument aux morts ;
- « Internet pour le public » dans la bibliothèque municipale ;
- Réflexion lancée sur la création d'une zone d'activités (sans doute touristique et culturelle et/ou artisanale) sur une « concession » CNR de 4 hectares au Sud de la commune.

B : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE **L'ENVIRONNEMENT EN FONCTION DE LA** **SENSIBILITE DU MILIEU**

1. PRESENTATION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1.1. Les composantes physiques et géographiques

1.1.1 Aspects climatiques

La commune d'Arras-sur-Rhône est située dans la vallée du Rhône, limite orientale de l'Ardèche. Le couloir rhodanien est très étroit sur la rive droite du fleuve qui coule presque au pied du rebord du Vivarais, ne laissant qu'un liseré de petites plaines. La commune subit plusieurs influences climatiques dues principalement à son relief.

La vallée du Rhône subit le vent violent du Nord (Mistral) et les températures sont modérées par l'influence du Midi.

Le plateau du Haut-Vivarais, zone de transition entre la montagne ardéchoise et la vallée du Rhône, est caractérisé par des pluies violentes à caractère orageux en été. Le climat est relativement moins rigoureux que celui de la montagne.

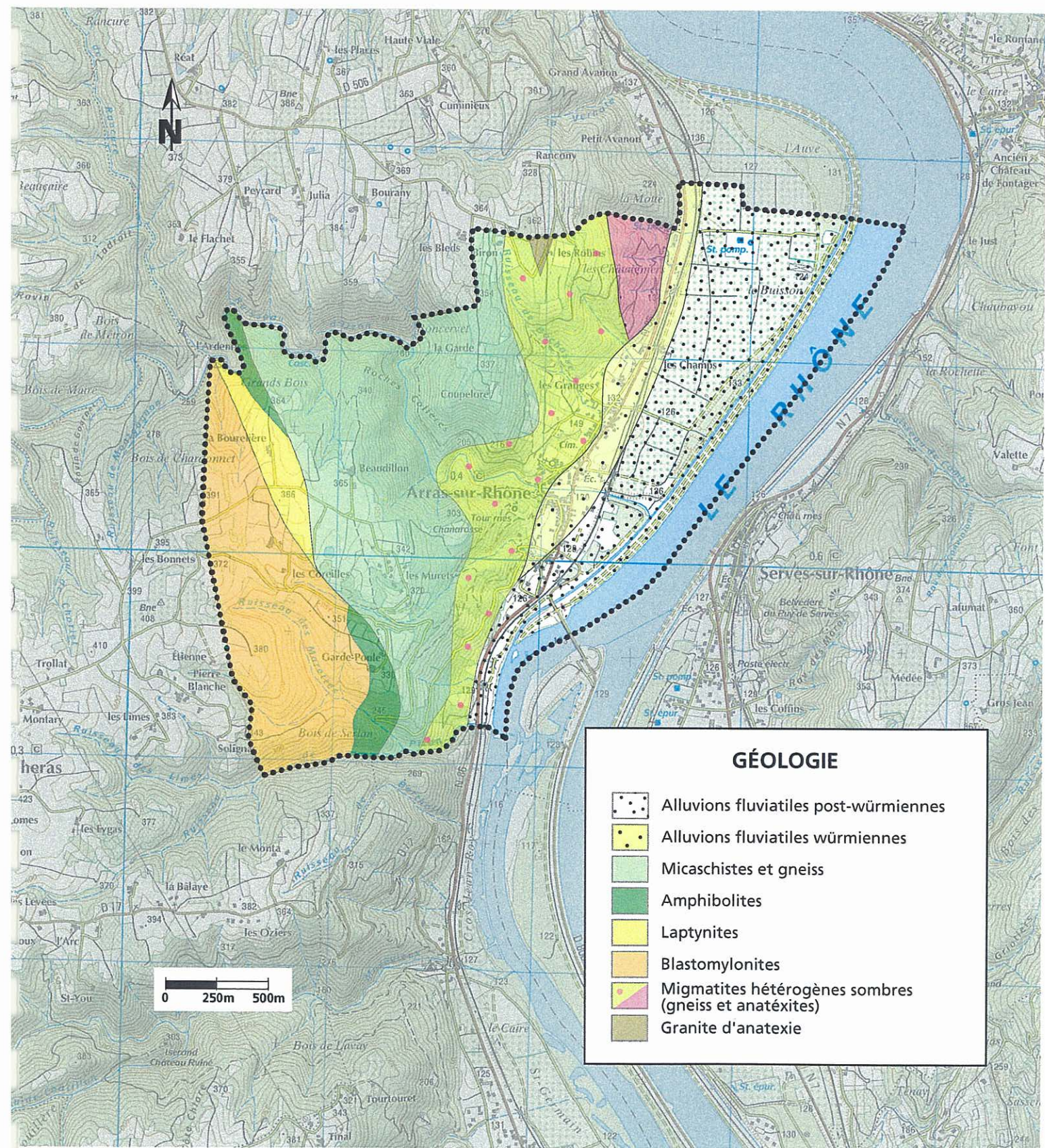
1.1.2. Géologie

La géologie, l'hydrologie et la topographie de la commune d'Arras-sur-Rhône sont intimement liées. Les deux premières sont à l'origine de la troisième. Le réseau hydrographique (fleuve et ruisseaux) a entaillé et érodé les différentes formations géologiques, pour donner naissance à un relief très marqué.

Le plateau est composé essentiellement de micaschistes, de gneiss et de blastomylonites. Le coteau est, lui, constitué de migmatites hétérogènes sombres, qui dérivent des micaschistes et des gneiss. La plaine du Rhône, quant à elle, correspond à des terrains sédimentaires d'alluvions récentes (post-würmiennes). Le village situé au pied du coteau, sur des terrains non inondables, repose sur des terrasses sédimentaires plus anciennes (dépôts würmiens).



Affleurement de la roche au niveau de la route menant au plateau



1.1.3. Hydrologie

a) Le réseau hydrographique

- Les eaux superficielles :

Le réseau hydrographique d'Arras-sur-Rhône est essentiellement composé du fleuve du Rhône et du ruisseau d'Ozon. Les différents ruisseaux présents sur la commune ont un régime torrentiel et évacuent les pluies orageuses dans le Rhône.

. *Le Rhône* représente la limite Est de la commune. Dans le sillon rhodanien, plusieurs facteurs modifient le régime du fleuve : la chaleur estivale provoque une très forte évaporation qui diminue le débit. En automne, lorsque les pluies méditerranéennes sont abondantes et se combinent avec les pluies océaniques, le Rhône peut connaître des crues considérables (il a atteint déjà un débit de 13 000 m³/s).

Les zones inondables de la commune sont uniquement concernées par la présence du Rhône. Arras-sur-Rhône est inclus dans le Plan des Surfaces Submersibles (PSS) du Rhône, sur le secteur allant de Limony à Chateaubourg (PSS approuvé par décret du 27 août 1981).

Le PSS définit trois zones en fonction des différents degrés du risque d'inondation :

- zone A dite de « grand débit »
- zone B dite « complémentaire »
- zone C dite de « sécurité »

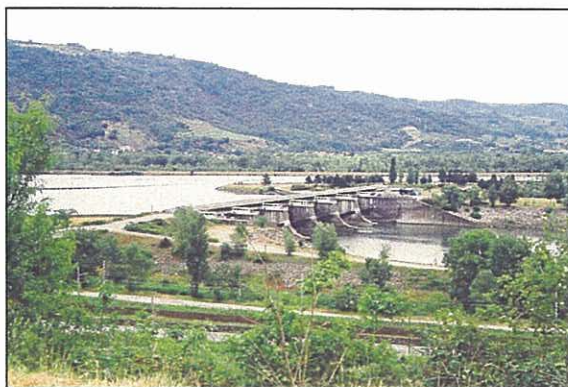
Le Rhône a des crues lentes, donc les inondations sont limitées principalement à la plaine. La quasi totalité de la plaine alluviale du Rhône est classée en zone C. Le village n'est pas concerné. La partie orientale de la plaine est classée en zone B (proximité du Rhône). Seule la partie en aval du barrage hydroélectrique d'Arras, au Sud-Est de la commune, est classée en zone A. Cette zone correspond aux abords immédiats du bras naturel du Rhône.

Les zones submersibles du Rhône font l'objet de deux servitudes. Le Service de la Navigation du Rhône-Saône est chargé de leur application.

- Une servitude EL 2, surface submersible du Rhône. A l'occasion de chaque demande d'urbanisme, il sera ainsi fait application de la « doctrine Rhône » approuvée par M. le Préfet de l'Ardèche.
- Une servitude EL 3, servitude de halage et de marchepied. Selon le code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure, les propriétaires riverains du Rhône sont tenus de laisser un espace libre de 7,80 mètres de largeur partout où il existe un chemin de halage. Ils ne peuvent planter d'arbres ni se clore à moins d'une distance de 9,75 mètres du côté où les bateaux se tirent et de 3,25 mètres sur le bord où il n'existe pas de chemin de halage.

L'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières précise que toute extraction à moins de 35 mètres des bords du Rhône est interdite.

L'implantation du barrage hydroélectrique CNR (Compagnie Nationale du Rhône) en 1969 au Sud-Est de la commune, a permis de réduire de manière conséquente les crues annuelles. Il contient 35 millions de m³. Le barrage de retenue d'Arras est implanté à l'entrée de la section court-circuitée du Rhône naturel. Le canal de dérivation, par lequel transitent les eaux du fleuve alimentant les turbines de la centrale hydroélectrique et permettant également la navigation entre Lyon et la mer, est en dehors des limites communales. Le bras naturel du Rhône passe, quant à lui, en partie sur la commune. Son régime hydraulique est modifié : le débit est limité (le débit « réservé » à l'aval du barrage est de 5 à 10 m³/s).



Le barrage d'Arras

. L'Ozon scinde le territoire communal en deux, le traversant d'Ouest en Est. Ce ruisseau naît de la confluence d'une multitude de ruisseaux du plateau, et se jette dans le Rhône sur la commune d'Arras. Son lit, encaissé et composé de nombreux blocs de granit émoussés, témoigne du régime torrentiel de celui-ci. Lors d'orages très localisés, la crue peut monter jusqu'en haut des ponts. Mais peu de dégâts sont occasionnés tant que le Rhône reste à un niveau faible et peut recevoir sans dommage le flux d'eau.

Le ruisseau d'Ozon fait l'objet d'une servitude de passage pour l'entretien en tant que cours d'eau non navigable et flottable (servitude instituée par arrêté préfectoral du 22 mai 1969). Cette servitude concerne la zone située 4 mètres en rive droite du pont SNCF à l'amont jusqu'au confluent avec le Rhône à l'aval.

-Les eaux souterraines :

Deux systèmes aquifères sont présents sur la commune : les alluvions du Rhône et le socle cristallin. Le premier a une bonne productivité, la nappe d'accompagnement du Rhône est à faible profondeur : possibilités de pompage élevées. Le second a une productivité mauvaise même si les ressources peuvent être localement non négligeables et servir d'appoint (captages de sources, puits, forrages).

b) La qualité des eaux

La qualité du Rhône est médiocre et la pollution en azote est nette. La pollution en mercure est importante à très importante et la contamination en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) est moyenne. De plus, des rejets ponctuels industriels ont lieu au niveau de Saint Vallier dans la Galaure qui se jette dans le Rhône en amont d'Arras.

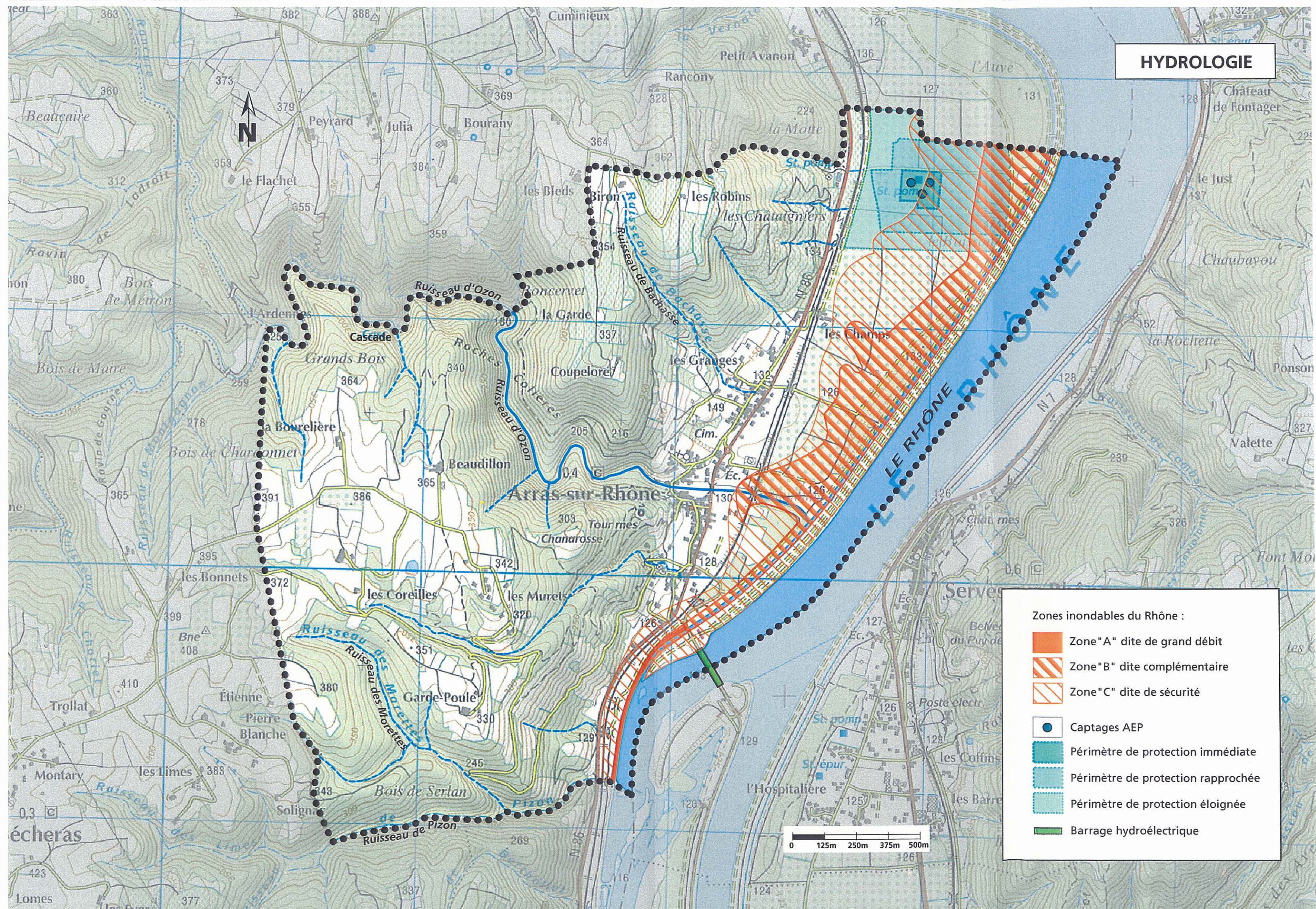
La qualité de l'Ozon est non déterminée.

c) La ressource en eau

La ressource en eau de la commune est assurée par un captage de la nappe phréatique du Rhône, située dans les alluvions fluviales. Les alluvions sont épaisses de 16 à 18 mètres et constituées de sables et de graviers qui constituent un excellent filtre naturel. La nappe alluviale est nourrie d'abord par le fleuve et accessoirement par des infiltrations locales provenant des talwegs affluents en rive droite.

Le captage d'eau potable est assuré par trois puits (ayant fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique par arrêté du 30 janvier 1996) situés dans les limites de vulnérabilité de la nappe alluviale du Rhône. Trois périmètres de protection (immédiate, rapprochée et éloignée) ont été définis afin de protéger cette ressource.

HYDROLOGIE



Zones inondables du Rhône :

- Zone "A" dite de grand débit
- Zone "B" dite complémentaire
- Zone "C" dite de sécurité

- Captages AEP
- Périmètre de protection immédiate
- Périmètre de protection rapprochée
- Périmètre de protection éloignée
- Barrage hydroélectrique

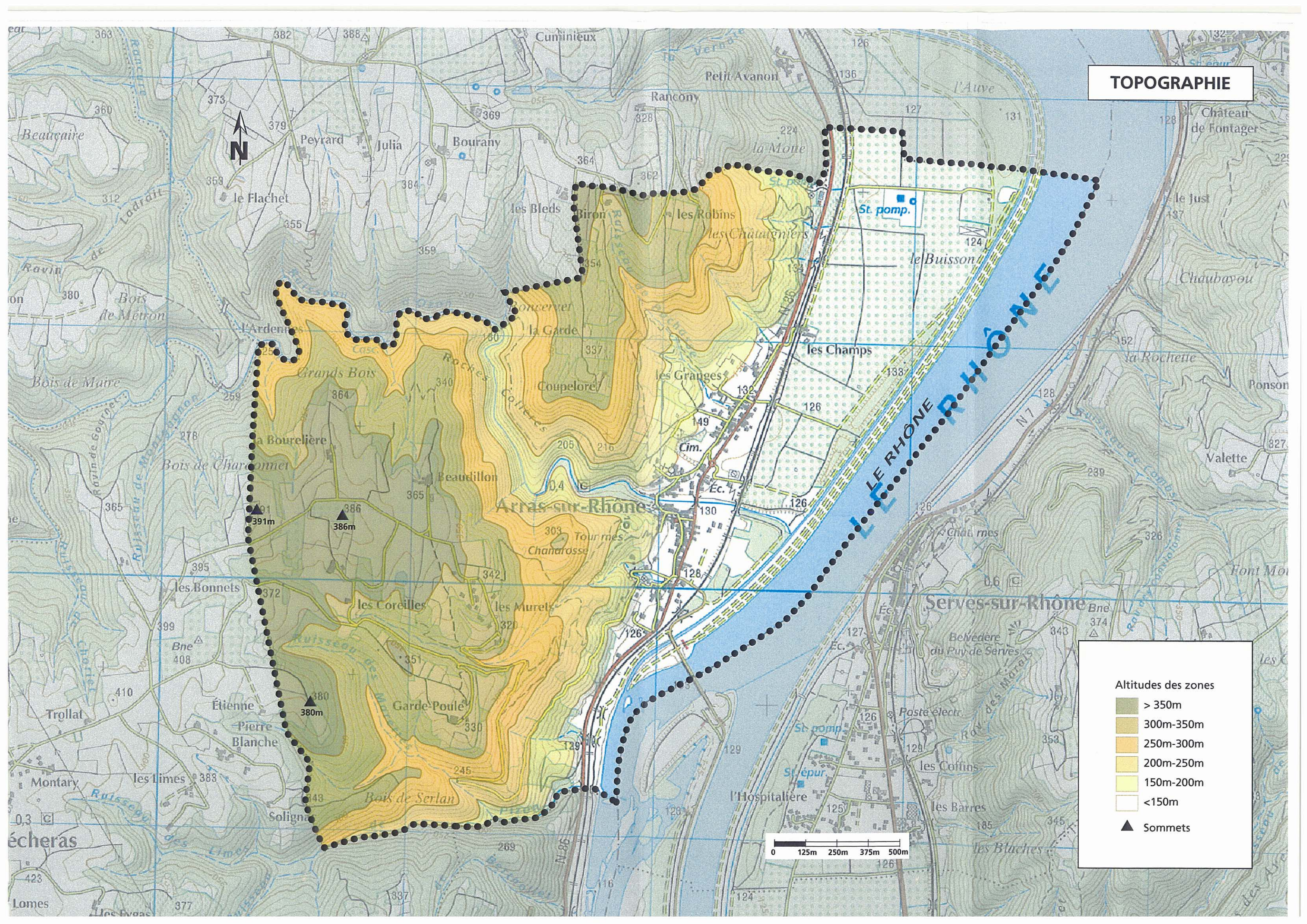
1.1.4. Topographie

La nature géologique de la zone conjuguée à la présence du Rhône et de quelques ruisseaux ont conduit à la formation d'un relief assez marqué. La plaine alluviale, rive droite du Rhône, est surplombée par un plateau.

L'altitude minimale se situe au niveau du Rhône, à l'Est de la commune (125 mètres environ). Les maxima altitudinaux se rencontrent sur le plateau. Le point culminant de la commune est de 391 mètres.

Les coteaux orientés Sud-Est sont profondément entaillés par les talwegs des ruisseaux.

TOPOGRAPHIE



1.2. Les milieux naturels

1.2.1. La vallée du Rhône

Le Rhône a, au cours de son histoire, créé un ensemble diversifié d'écosystèmes très originaux dont les principales richesses sont liées à la dynamique de ce grand fleuve capricieux. Le Rhône et sa vallée constituent la principale voie de communication entre l'Europe du Nord et du Sud. C'est un axe marqué par une forte implantation humaine, mais aussi une ressource en eau importante.

Le barrage d'Arras marque une coupure, non seulement visuelle, mais écologique. En amont, la retenue de Saint Vallier présente un intérêt ornithologique important (hivernage de canards plongeurs notamment). De plus, suite à l'alluvionnement, une île se crée peu à peu et est colonisée à mesure par la végétation. En aval, le bras naturel du Rhône a également un intérêt écologique important (mammifères, ornithologique). Les berges sont boisées d'une petite ripisylve naturelle.

1.2.2. Les gorges d'Ozon

Les gorges du ruisseau d'Ozon sont des zones humides remarquables. La vallée est boisée dans sa majeure partie. Les peuplements arborés sont hétérogènes et dominés par les chênes sessiles et pubescents. Le chêne vert et le pin sont aussi assez communs. Le bas de la vallée est plus rocheux.

1.2.3. Le coteau

La corniche du Rhône présente un intérêt naturaliste remarquable à divers titres. Tout d'abord ces premiers contreforts du Massif Central, escarpés, ont été de tout temps épargnés par l'homme. Quelques terrasses viticoles ont certes été cultivées, mais la plupart des vallées encaissées sont restées vierges. De plus, actuellement, certains secteurs de pente autrefois mis en valeur ont été abandonnés au profit du plateau plus facile à cultiver de manière mécanisée. Ces pentes sont recolonisées par des landes et des pelouses qui peuvent être du plus grand intérêt. A Arras les vignes abandonnées ont laissé place aux landes à genévrier.

La forêt de versant est composée essentiellement de chênes pubescents, de chênes verts, de pins sylvestres et de châtaigniers.

1.2.4. Les espaces naturels sensibles

La diversité des milieux précédemment décrits a conduit à délimiter des zones naturelles sensibles d'intérêt qui veillent au recensement ou à la protection de ces biotopes particulièrement vulnérables. Plusieurs zones ont été ainsi définies :

. ZNIEFF de type 2* n° 0708 « Côte du Rhône au nord du Doux, de Limony à Saint Jean de Muzols »

Cette zone, d'une superficie de 17 470 ha, présente un intérêt naturaliste de par ses vallons et ses côtes escarpées qui dominent le Rhône. Comme espèces remarquables, on peut noter le lézard (*Podarcis hispanus*) présent dans des stations très septentrionales, les rapaces qui nichent sur la côtière où ils trouvent à la fois les milieux boisés et rocheux qui leur sont nécessaires. Egalement, d'un point de vue botanique, la côtière du Rhône voit s'échelonner du Nord au Sud les limites septentrionales de toutes les espèces méditerranéennes. Des peuplements qui comportent un grand nombre d'espèces méridionales en limite Nord de leur aire de répartition présentent toujours une série d'éléments intéressants d'un point de vue naturaliste. Ce même phénomène peut être décrit pour l'avifaune ou pour les mammifères : présence de petites populations de genette en limite Nord de leur aire de répartition.

. ZNIEFF de type 1** :

- n° 0708-4018 « Gorges du ruisseau d'Ozon ». Cette zone de 930 ha est composée d'une avifaune classique mais la nidification du milan royal est signalée dans ce secteur.
- n° 0708-4019 « Gorges de Sécheras ». Cette vallée de 199 ha est représentative de la côtière ardéchoise du Rhône. Ce site n'est pas parmi les plus exceptionnels.
- n° 2660-3114 « Rhône court-circuité de la chute de Saint Vallier ». Cette zone de 109 ha présente plusieurs familles de castors et de rapaces.
- n° 2660-3115 « Retenue de Saint Vallier ». La retenue, couvrant une surface de 45 ha, offre une amélioration probable des capacités d'accueil due principalement à l'alluvionnement et donc à la création d'une île.

. Natura 2000*** n° FR8201677 « Milieux alluviaux du Rhône aval, de Saint Vallier à Donzère »

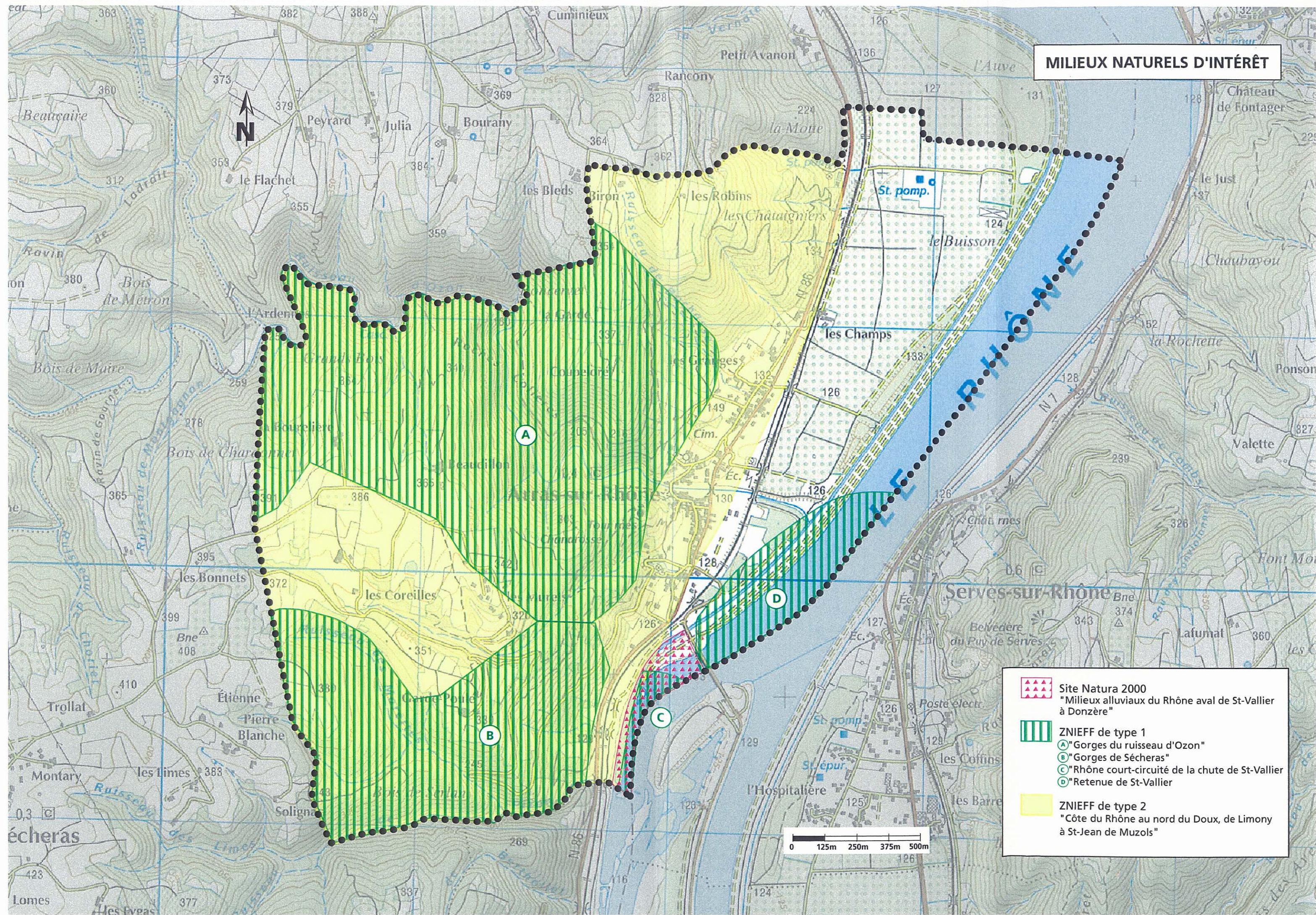
La zone Natura 2000 s'étend sur une surface de 2 117 ha et se compose de 10 habitats et de 14 espèces d'intérêt communautaire.

* Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique de type 2 sont des ensembles géographiques généralement importants qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés.

** Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique de type 1 sont des sites particuliers généralement de taille réduite, qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Ils correspondent donc à un enjeu de préservation des biotopes concernés.

*** Les sites Natura 2000 sont reconnus d'importance communautaire.

MILIEUX NATURELS D'INTÉRÊT



1.3. Les sites et les paysages

1.3.1. Les unités paysagères

Arras-sur-Rhône étend son territoire communal d'une part dans le sillon rhodanien où sont les principales voies de communication (RN 86, voie ferrée), et d'autre part sur les collines des pays de l'Ay et du Doux. Ces collines permettent d'accéder au plateau dit « de Tournon » par des routes en balcons et pittoresques. Les divers panoramas permettent de découvrir le paysage rhodanien et le massif du Vercors.

Le paysage d'Arras peut être divisé en unités paysagères, basées essentiellement sur le relief et l'occupation du sol de la commune : la plaine alluviale du Rhône, le coteau escarpé et entaillé de ravins et le plateau agricole. Le village d'Arras-sur-Rhône est une unité paysagère à part entière (relief de la plaine mais paysage bâti).

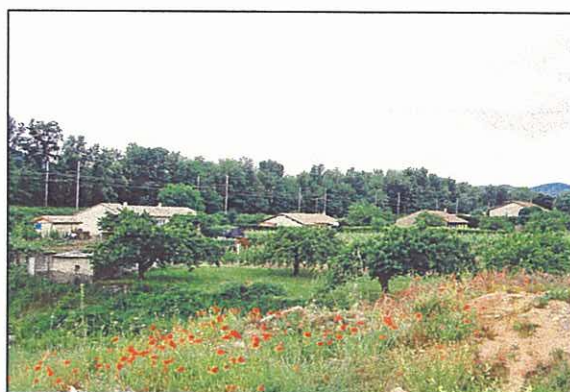
Le paysage de vallée associé au coteau vivarois représente le grand type paysager de Bordure Rhodanienne qui caractérise la bordure orientale de l'Ardèche.

a) La plaine alluviale du Rhône

Cette unité paysagère est limitée à l'Est par le Rhône et à l'Ouest par la route nationale n° 86. La plaine alluviale, très fertile, est entièrement cultivée en vergers (cerisiers et abricotiers principalement). Il n'y a pas de mitage de l'espace entre terres agricoles et parcelles d'habitation. Le lieudit Les Champs est le seul hameau de cette zone. Il se positionne à la limite de l'unité paysagère, en contrebas de la voie SNCF.

L'extension Est du village empiète peu à peu sur la plaine alluviale. Les premières constructions correspondent à des maisons individuelles qui s'intercalent avec les parcelles de vigne et de vergers. Les voies d'accès ne sont pas encore goudronnées.

La voie ferrée ne présente pas un impact paysager important, car elle est englobée dans la végétation naturelle.

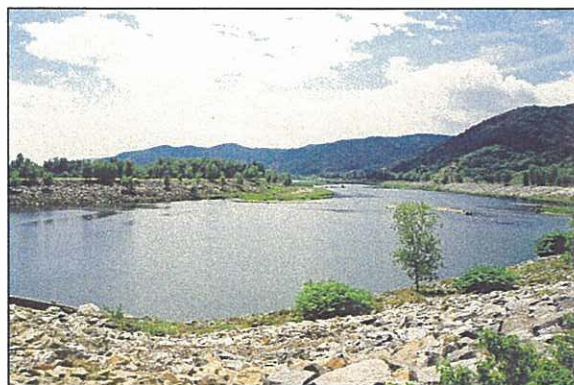


Bonne intégration paysagère de la ligne SNCF

L'unité paysagère correspondant à la plaine alluviale du Rhône a pour limite Sud le barrage hydroélectrique d'Arras. En amont de ce barrage, le lit du Rhône est large et rectiligne, son niveau d'eau est assez élevé. Le chemin longeant la rive permet d'apprécier le calme de ce grand fleuve. En aval du barrage, le bras naturel du Rhône est plus étroit et sinueux. Les grèves sont composées de gros blocs de granit qui donnent un aspect plus naturel et pittoresque à ce lieu.



Amont du barrage d'Arras



Aval du barrage d'Arras

b) Le coteau et ses ravins

Le coteau présente une dénivellée de 150 mètres (de 300 mètres au niveau du plateau à 150 mètres au niveau de la plaine). Il est entièrement recouvert par la végétation.



Bois de Serlan (au Sud de la commune)

Les versants les mieux exposés ont permis la culture de la vigne en terrasses. Ces terrasses amplifient la verticalité du coteau par rapport à la platitude de la plaine.



Coteau cultivé en terrasses

Le coteau escarpé est entaillé par les ravins des ruisseaux, permanents ou temporaires : ce qui témoigne de la violence des pluies orageuses dans ce pays. Le ruisseau le plus important de la commune est l'Ozon, qui « coupe » le village en deux.



L'Ozon a creusé son chemin à travers le coteau ...

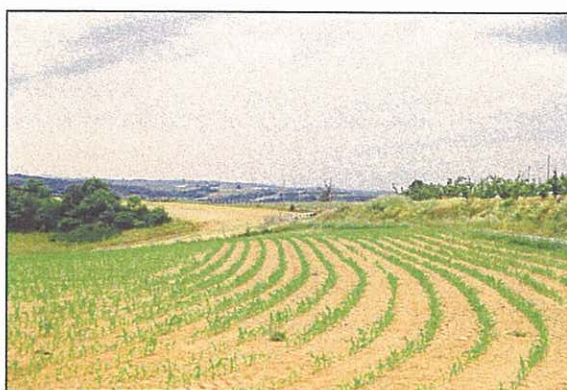


et coupe le village en deux

c) Le plateau

L'unité paysagère correspondant au plateau d'Arras se situe, en majeure partie, au Sud-Ouest de la commune. Une infime partie, au Nord de la commune, présente les mêmes caractéristiques (altitudes supérieures à 300 mètres, au sommet du coteau viticole). L'accès aux rares habitations de cette partie se fait uniquement par le village d'Ozon (village voisin, situé au Nord d'Arras).

Le plateau se caractérise par un paysage essentiellement agricole. Quelques hameaux sont dispersés entre les champs, les vergers et les pâtures.



Le plateau à vocation agricole (champs de maïs, vergers, pâtures)

Une route en « balcon » permet la liaison entre le village d'Arras et le plateau, et offre aux automobilistes de magnifiques panoramas sur la vallée du Rhône.



**Panorama sur le village d'Arras et la vallée du Rhône
depuis la route en balcon menant au plateau**

Une fois arrivé sur le plateau, le village et la tour d'Arras ne sont plus visibles. Le dénivelé ainsi que la végétation suppriment le premier plan, situé en contre-bas. L'observateur peut contempler le deuxième plan, correspondant à la vallée du Rhône et son coteau rive gauche, et le troisième plan dessiné par le profil des Alpes, estompées dans le bleuté des lointains.



**Hameau des Murets, avec en second plan la vallée du Rhône
et son coteau rive gauche, et en troisième plan les Alpes**

d) Le village d'Arras-sur-Rhône

Il représente une unité paysagère distincte des trois précédentes, en raison de son caractère « urbain ». L'ensemble du village repose sur des alluvions du Rhône mais, en s'installant au pied du coteau, il se prémunit des inondations annuelles du fleuve. Le village, caractérisé par une harmonie de texture et de couleurs minérales, contraste avec la végétation foisonnante du coteau qui le surplombe.



Le village d'Arras-sur-Rhône au pied du coteau

e) Les points noirs

Dans ce paysage rural et très coquet, on ne notera qu'un seul point noir. Il s'agit d'une zone de stockage de divers matériels et déchets verts, située à côté de la salle des fêtes d'Arras. Cette zone de stockage ne présente pas un impact important sur le reste du village.



« Point noir » de la commune

1.3.2. Les paysages agricoles

L'agriculture représentant la seule activité économique de la commune, les unités paysagères précédentes (hormis celle du village) ont été en grande partie façonnées par l'homme et sont encore aujourd'hui cultivées.

La plaine alluviale du Rhône permet la culture maraîchère et fruitière (cerisiers, abricotiers) grâce à la richesse du sol et au courant chaud et humide méditerranéen qui remonte dans la vallée du Rhône.

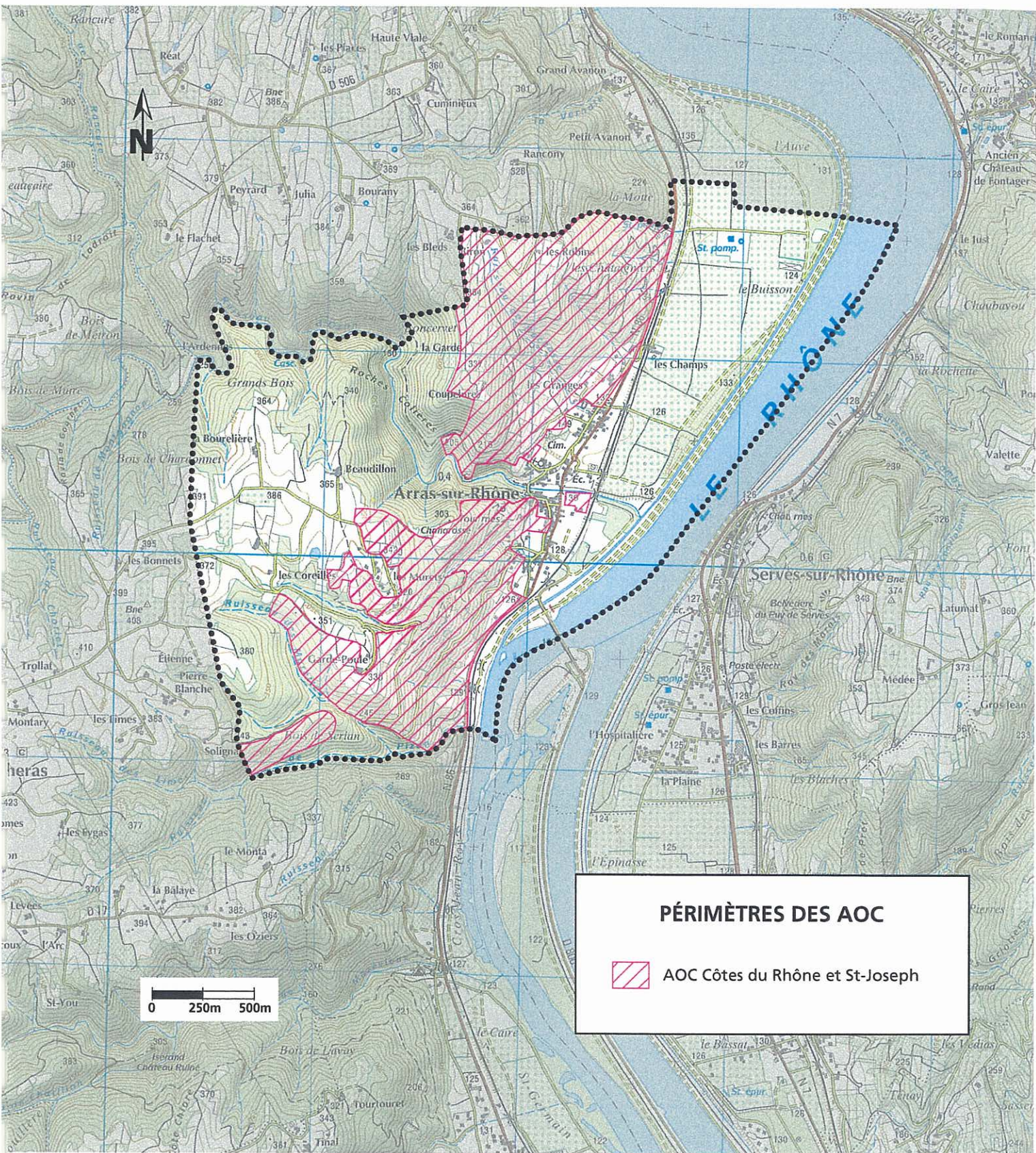
Les coteaux exposés Sud / Sud-Est permettent la culture de la vigne en terrasses. Le territoire communal comprend des zones AOC Saint Joseph et Côtes du Rhône.



Vigne cultivée en terrasses sur le coteau

Le plateau correspond à un espace rural de poly-activités diversifiées. L'agriculture se maintient par de l'extensif viable, l'augmentation des cultures de vergers et la pluri-activités. Les champs de céréales (maïs, blé) cohabitent avec les prairies, les pâtures (élevage extensif de bovins) et les vergers de cerisiers et d'abricotiers. Quelques parcelles de vigne sont également visibles.

Ces différents paysages agricoles sont soumis aux pressions urbaines. Que ce soit dans la plaine, sur le coteau ou sur le plateau, l'urbanisation présente un fort impact paysager.



PÉRIMÈTRES DES AOC



AOC Côtes du Rhône et St-Joseph

1.3.3. Les paysages urbains

a) La trame urbaine

- Le village :

Tributaire des contraintes liées au relief et à l'hydrographie, Arras-sur-Rhône s'est développée de façon linéaire, au pied du coteau en zones non inondables. Le village est constitué d'un habitat traditionnel à dominante groupé qui peut être scindé en trois entités structurales.

- Le noyau du bourg, situé un peu en retrait de la RN 86, regroupe la mairie, l'église et les plus anciennes maisons. Toutefois, cette entité est divisée en deux par le lit de l'Ozon qui sépare l'église de la mairie et a empêché probablement la construction d'une réelle place de village. L'élément central et remarquable de cette partie est le vieux moulin à grain, situé sur le ruisseau d'Ozon, à côté du vieux pont. C'est dans cette zone du village que la Tour d'Arras semble omniprésente, sa silhouette se dessinant toujours au dessus des toitures.



La Tour d'Arras surplombant le village

- Les deux extrémités du village, situées de part et d'autre du bourg, au Nord et au Sud, forment deux entités structurales dépendantes dans l'espace, mais présentant les mêmes caractéristiques urbaines. L'urbanisation est plus tardive et le bâti récent se mêle à l'ancien.
- La troisième entité correspond aux nouvelles habitations récemment construites ou en cours de construction, sans réelle organisation spatiale, entre la route nationale et la voie ferrée.

- L'habitat isolé et dispersé :

Le territoire de la commune comprend également de l'habitat isolé et dispersé dans le plateau. Les habitations sont regroupées en hameaux de cinq à six maisons environ. Les lieudits Les Murets et Garde-Poule présentent une situation en « balcon » avec des panoramas sur la vallée exceptionnels. Le lieu-dit Les Coreilles est situé dans une cuvette au centre du plateau d'Arras. Les lieudits Beaudillon et La Bourelière sont en cul-de-sac et les habitations appartiennent à des fermes en activité. De même que Les Murets et Garde-Poule, Beaudillon offre un point de vue remarquable sur la vallée. Mais inversement, du bord du Rhône, les habitations de ces lieudits sont perceptibles.

b) La composition du bâti

- Le bâti ancien :

Les maisons typiques du village sont construites en pierres : granit et quelques galets du Rhône. Les toitures sont en tuiles. Chaque habitation a son petit jardin composé d'un potager, de cerisiers, de figuiers, de pins et d'une multitude de fleurs. De nombreuses ruelles permettent de passer entre chaque ensemble de maisons. Les murs de clôture en pierre sont hauts et bloquent le regard. Il faut monter au plus haut du village pour apercevoir les jardins et les cours privés, dans une harmonie de toiture.



Murs en pierres de granit et galets du Rhône



Toitures en tuiles



Jardins privés très coquets



Ruelles étroites

- Les extensions du bourg :

Les maisons récentes se sont bien intégrées aux anciennes : enduit dans les teintes de la pierre et tuiles.



Lieudit Les Granges

Toutefois, un lotissement réunissant des maisons atypiques est présent au Nord du village. Il s'agit d'un programme d'habitat locatif, dont l'intégration paysagère n'est pas très réussie.



Lotissement situé près de l'Eglise

- Les nouvelles constructions :

Les habitations sont de type méditerranéen et ne ressemble en rien à l'architecture locale. Elles représentent les éléments de base des lotissements modernes que l'on voit fleurir un peu partout en France, et plus particulièrement dans la région Rhône-Alpes. Cette zone de lotissement, située au lieudit Les Plantades, n'a pas une urbanisation cohérente : voies non goudronnées, positionnement des maisons sans réelle organisation spatiale, ... Signalons qu'il reste quelques parcelles qui pourront être construites.



Lieudit Les Plantades

- Les hameaux du plateau :

Le hameau des Murets est le plus important, il compte une dizaine de maisons récemment construites. La typicité architecturale n'a pas été respectée. La situation « en balcon » a été recherchée de toute évidence. Et même si pour l'instant ces habitations semblent bien intégrées, il faudrait limiter l'urbanisation dans cette zone exposée. Les conséquences sur le paysage seraient néfastes. De plus, l'accès au plateau est difficile depuis le village d'Arras et la RN 86 ; la desserte routière est assurée par une route très étroite et sinueuse, rendant difficile le croisement entre deux véhicules. Ces remarques sont également valables pour le hameau de Garde-Poule, lui-même situé en bordure du plateau, avec un fort impact visuel depuis la vallée du Rhône. Le plateau est marqué par la présence de plusieurs bâtiments agricoles présentant un risque sur le paysage. Le lieudit Beaudillon comprend plusieurs bâtiments de ferme (habitation rénovée et agrandie, et hangars) au bord du plateau.

L'impact évident de ces différentes habitations sur la vallée, est légèrement réduit par les boisements naturels du coteau.



Lieudit Les Murets



Lieudit Les Coreilles



Ferme au lieudit Beaudillon



Ferme au lieudit La Bourelière

c) La route nationale n°86

Les maisons donnant sur la RN 86, sont moins typiques. Elles sont en alignement continu et semi-continu, et leur façades sont hétérogènes (différentes couleurs et textures).



La RN 86 en direction de Tournon, Valence



La RN 86 en direction de Vienne



Rond-point sur la RN 86 au centre du village

La proximité des vergers en bordure de la RN 86, induit l'installation de nombreux stands de vente de fruits, pendant les périodes de récolte.



Les panneaux signalant la vente de fruits locaux

La route nationale est construite en hauteur par rapport à la plaine, pour la protéger des inondations. Des passages en remblai sur des pierres sèches, permettent d'accéder aux parcelles de vergers.



La RN 86 est surélevée par rapport aux parcelles cultivées de la plaine

La vallée du Rhône est un site économique stratégique qui génère un trafic quotidien important. La RN 86 est moyennement à très fréquentée (2700 à 9800 véhicules/jour) et a été classée à grande circulation. Les secteurs, non intégrés aux zones urbanisées de la commune, sont alors soumis à l'application de l'article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme (introduit par l'article 52 de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement). Une étude complémentaire d'intégration paysagère et de prise en compte de la sécurité est obligatoire pour permettre l'urbanisation à moins de 75 mètres d'une route classée à grande circulation.

d) Les infrastructures bruyantes

La commune d'Arras-sur-Rhône est concernée par deux axes bruyants, la RN 86 et la voie ferrée. Ces axes sont soumis respectivement aux prescriptions des arrêtés préfectoraux du 11 juin 1999 et du 7 janvier 1999 relatifs à l'isolement acoustique des bâtiments.

La RN 86 est classée voie bruyante de type 3 sur le tronçon nord en amont de l'agglomération et de type 4 sur le tronçon restant jusqu'en limite communale sud. Ainsi, la largeur des secteurs affectés par le bruit est respectivement de 100 mètres et de 30 mètres de part et d'autre de la route à partir du bord extérieur de la chaussée. Les bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins, d'action sociale et d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs.

Des renseignements plus complets sur la construction des bâtiments et les prescriptions d'isolement acoustique sont disponibles en mairie.

La voie ferrée est, quant à elle, classée voie bruyante de type 1. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 300 mètres de part et d'autre de la voie à partir du rail extérieur.

De plus, une servitude T1 s'applique à tous les riverains du domaine public ferroviaire quelque soit le classement de la zone limitrophe.

1.3.4. Les sites archéologiques et historiques

La commune d'Arras-sur-Rhône compte deux monuments historiques inscrits :

- La borne milliaire, inscrite par arrêté du 15 novembre 1926, anciennement située dans le cimetière désaffecté entourant l'église, est actuellement au musée de Tournon.
- La Tour Blanche (Tour d'Arras), inscrite par arrêté du 31 mai 1927, est le vestige d'une forteresse Moyenâgeuse. Etant située sur les hauteurs de la commune, elle permettait, autrefois, de surveiller l'autre rive du Rhône.



La Tour d'Arras

La loi du 31 décembre 1913 modifiée permet de protéger ces Monuments Historiques de telle façon qu'aucune transformation ou modification dans le champ de visibilité d'un édifice (rayon de 500 mètres) ne puisse se faire sans l'autorisation du représentant local (Architecte des Bâtiments de France) du Ministre chargé de la Protection des Monuments Historiques.

Même en l'absence de la borne milliaire, le périmètre de protection est toujours en vigueur. De toute façon, le périmètre de protection de la Tour englobe la majeure partie du village.

La plaque commémorative d'Arras-sur-Rhône est classée au titre d'objet aux Monuments Historiques (20 mai 1922). Elle est en marbre d'époque gallo-romaine.

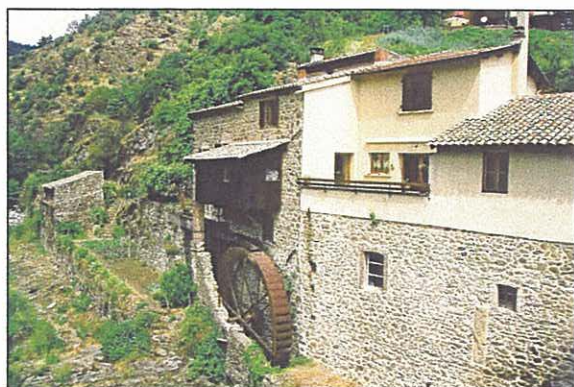
Au titre des sites archéologiques, le PAC mentionne les éléments suivants :

- Bourg : aqueduc probable, murs, bornes milliaires (gallo-romain), église, épitaphes chrétiennes (Moyen-Age).
- La Tour d'Arras : construction (gallo-romain), château fort, bourg castral (Moyen-Age).
- Paterne : occupation (gallo-romain).



Eglise d'Arras-sur-Rhône

Avec sa grande roue métallique, le vieux moulin à grain, situé sur la rivière d'Ozon, à côté du vieux pont, est le gardien de la sérénité des lieux.

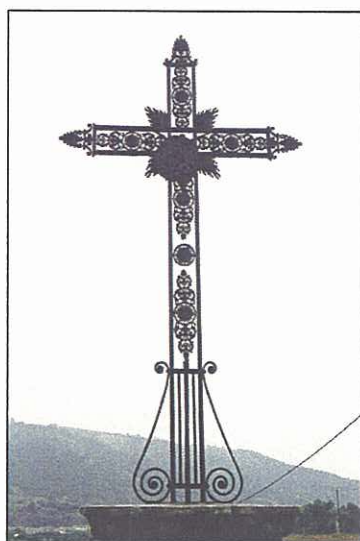


Vieux moulin à grain



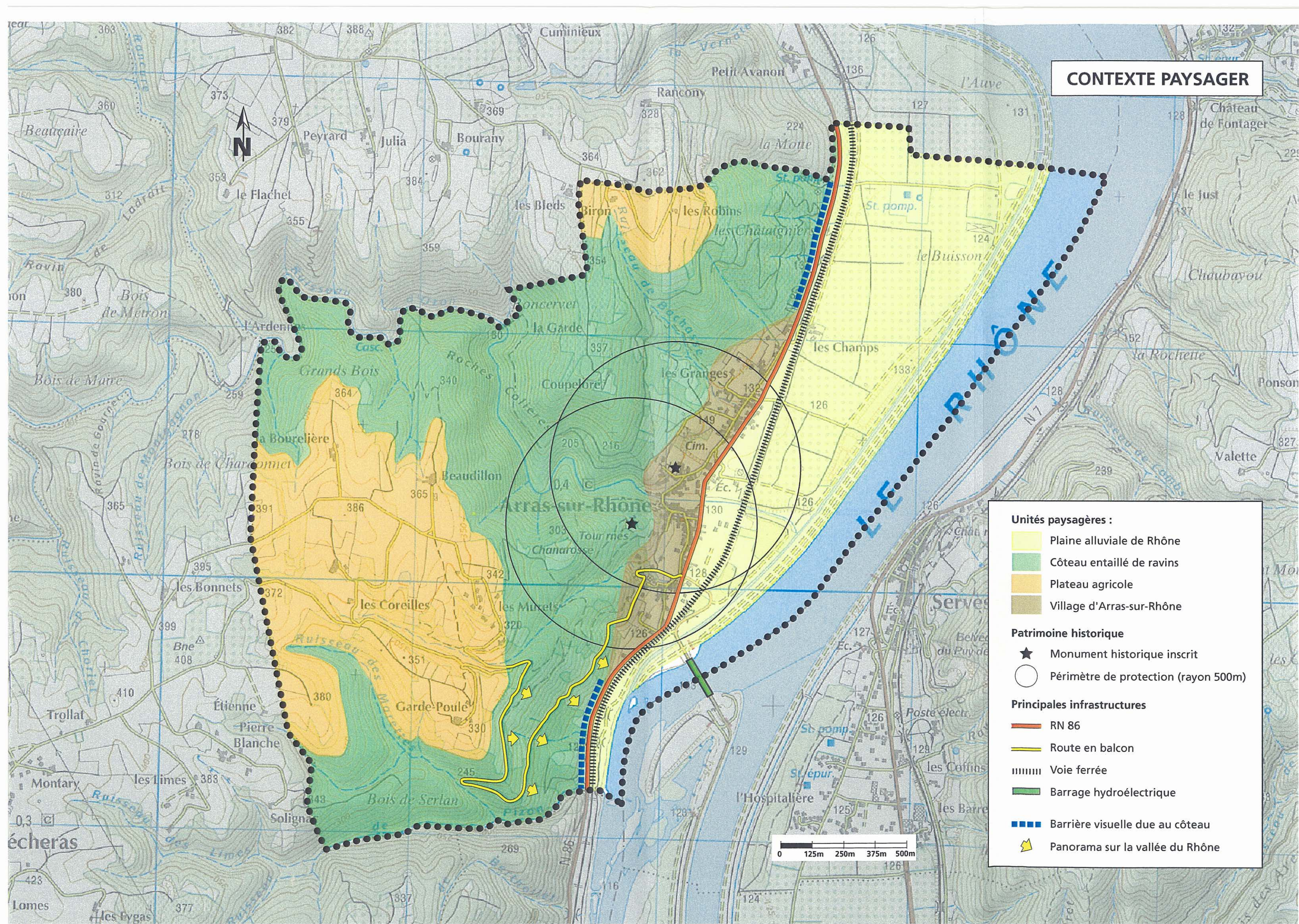
Pont enjambant le ruisseau d'Ozon

La commune possède un important petit patrimoine, tel que des croix en fer forgé.



Croix en fer forgé située dans le bourg

CONTEXTE PAYSAGER



2. PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LA CARTE COMMUNALE

2.1. Risques naturels et technologiques

2.1.1. Risques géologiques

La commune d'Arras-sur-Rhône ne possède aucune zone à risques géologiques répertoriés par le PAC. Toutefois, afin de respecter le principe de précaution, il conviendra d'apporter une attention toute particulière sur les secteurs susceptibles d'être concernés par des glissements de terrain. Ils devront rester vierges de tout aménagement et construction, et être classés en zone non constructible.

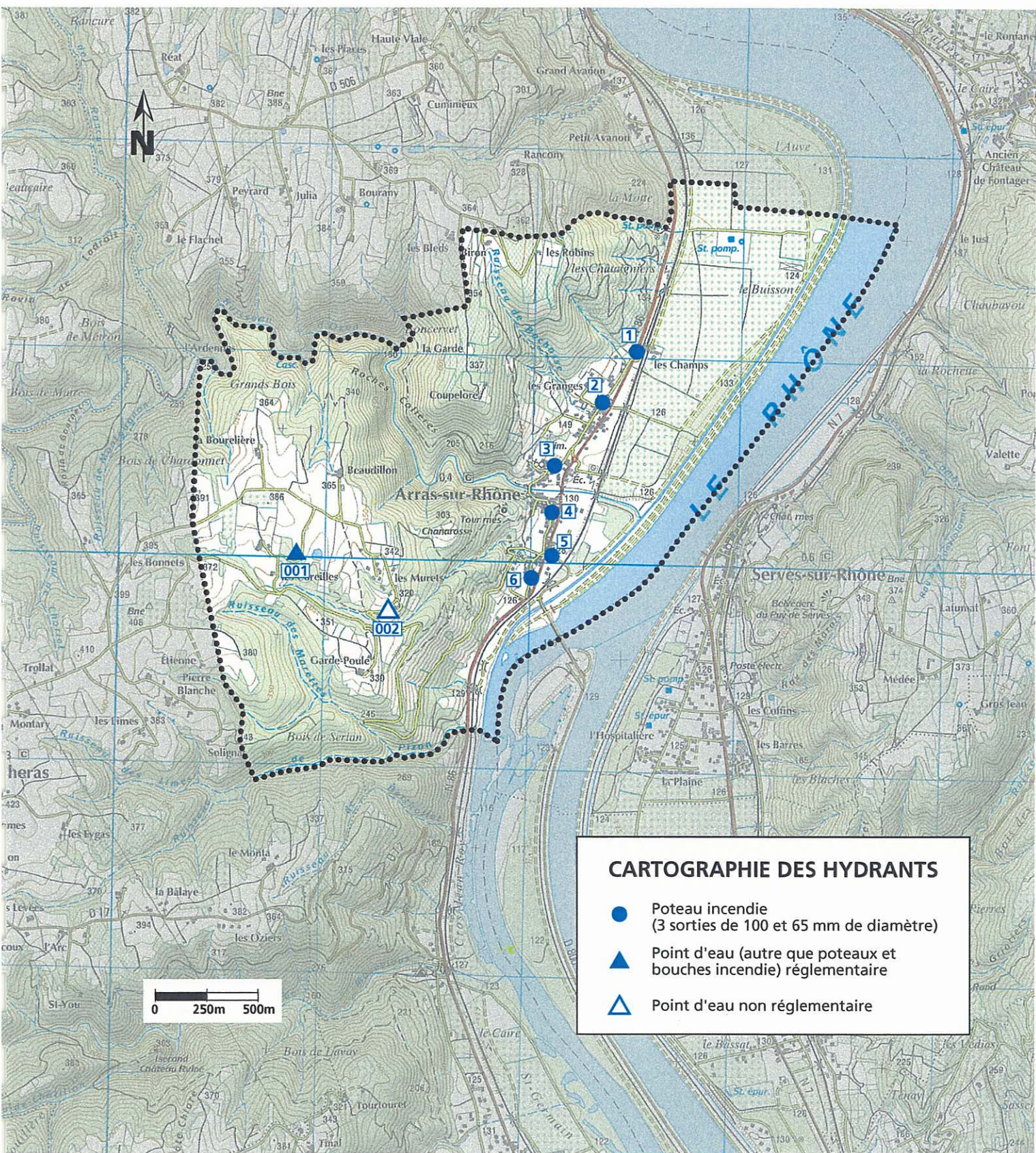
L'ensemble du coteau est concerné.

2.1.2. Risques d'incendie de forêt

Afin de respecter les dispositions nécessaires à la défense contre l'incendie (circulaire n°465 du 10 décembre 1951) :

- les voies de desserte des bâtiments doivent être goudronnées ou empierrées, résister à une charge d'au moins 16 tonnes (engins de secours) et avoir une largeur minimale de 3 mètres,
- toutes les habitations de la commune doivent être situées à proximité d'une bouche ou d'un poteau incendie (rayon de couverture de 400 mètres). Dans le cas contraire, la proximité d'un autre point d'eau accessible et en mesure de fournir en deux heures les 120 mètres cubes nécessaires peut s'avérer suffisant à la défense contre l'incendie.

Les différents hydrants de la commune (poteaux et bouches incendie et autres points d'eau) sont classés conformes ou non par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Ardèche et sont cartographiés comme suit sur la commune d'Arras-sur-Rhône (cf. carte page suivante).



Les zones identifiées comme non conformes ou non défendues (au niveau du plateau essentiellement) peuvent faire l'objet d'une mise à niveau de la défense extérieure contre l'incendie, notamment par :

- la mise en place de réservoirs de 120 m³ pour les zones recevant des groupements d'habitations (rayon de couverture de 400 m) et d'un réservoir de 60 m³ pour les zones recevant des habitations isolées (rayon de couverture de 400 m),
- la réalisation d'une plate-forme d'aspiration de 32 m² pour l'accès à un engin pompe ou 16 m² pour une motopompe en bordure de rivière (rayon de couverture de 400 m). Ces travaux sont soumis aux réglementations concernant les aménagements en bordure de rivière,
- le renforcement du réseau par des conduites de 100 mm de diamètre, permettant un débit de 60 m³/heure sous 1 bar (rayon de couverture de 200 m).

De plus, devront être pris en considération les impératifs de protection de la forêt méditerranéenne tels qu'ils résultent de la circulaire 87-71 du 20 août 1987. L'ensemble du département de l'Ardèche est concerné par cette directive. Chaque commune se doit de maîtriser l'urbanisation dans les espaces forestiers afin d'éviter les risques de feux, sans toutefois exclure des projets d'aménagement tenant compte des particularités locales. Ces projets doivent intégrer les spécificités de la forêt, sa valeur écologique et la protection des sites et des paysages.

La commune d'Arras-sur-Rhône possède un massif boisé sensible aux incendies de forêt (24 départs de feux déclarés depuis 1973) qui doit être préservé de toute forme d'urbanisation diffuse. Tout projet d'urbanisation en milieu boisé doit faire l'objet d'une autorisation préfectorale de défrichement.

Le risque d'incendie de forêt, ainsi que les moyens de défense contre l'incendie ont été pris en compte dans la carte communale : aucune zone constructible n'a été instaurée sur le plateau.

2.1.3. Risques hydrologiques

La commune d'Arras-sur-Rhône est concernée par les zones inondables du Rhône telles qu'elles ont été définies par le Plan des Surfaces Submersibles du Rhône approuvé par décret du 27 août 1981. Sur la commune sont présentes trois types de zones :

- les **zones A** dites « de grand débit » dans lesquelles aucune urbanisation n'est possible. Il s'agit pour la commune des zones situées entre les digues et le lit mineur du fleuve,
- les **zones B** dites « complémentaires ». Il s'agit pour la commune de zones qui se trouvent derrière les digues CNR, et donc protégées d'une inondation directe par débordement, mais susceptibles d'être submergées par l'aval du barrage par remontée le long du contre-canal. Ces zones, lorsqu'elles ne sont pas urbanisées, doivent être considérées comme champ d'expansion de crues et interdites à l'urbanisation.

Lorsque les zones B sont déjà urbanisées, la densification est possible sous réserve des prescriptions suivantes :

- interdiction de construire à moins de 100 mètres de la digue (circulaire interministérielle du 30 avril 2002 relative à l'urbanisation derrière les digues),
- création de sous-sol enterré interdite,
- premier plancher habitable obligatoirement situé à une cote supérieure à la cote de crue de référence.

S'agissant d'un risque de submersion par l'aval, la cote de référence à prendre en compte ici est celle du point kilométrique à l'aval du barrage (PK 83). La cote de crue au PK 83 est de 125,19 NGF normale (crue historique de 1856).

- les zones C dites « de sécurité » sont protégées par les digues CNR dimensionnées pour une crue millénale. Elles ne sont pas concernées par le risque de submersion avale. Les seules contraintes appliquées à ces zones sont les suivantes :

- interdiction de toute construction neuve à moins de 100 mètres de la digue (circulaire interministérielle du 30 avril 2002 relative à l'urbanisation derrière les digues),
- interdiction d'implanter des établissements sensibles tels qu'hôpitaux, établissements scolaires ou maisons de retraite,
- interdiction d'implanter des établissements nécessaires à la gestion de crise et au maintien de l'ordre (gendarmerie, pompiers, ...).

Il est de plus recommandé par les services de la DDE, pour les constructions neuves situées à plus de 100 mètres de la digue, de réaliser le premier plancher habitable à +0,50 m par rapport au terrain naturel, afin de limiter les risques de ruissellement et de remontées de nappe survenant derrière les digues CNR.

En ce qui concerne les autres cours d'eau de la commune et notamment le ruisseau Ozon, aucun élément de connaissance du risque d'inondation n'existe. Toutefois, afin de respecter le principe de précaution, il conviendra d'apporter une attention toute particulière sur les territoires situés à proximité des talwegs des ruisseaux. En effet, ces espaces sont susceptibles d'être rapidement submergés lors de l'occurrence d'événements pluvieux exceptionnels.

En l'absence d'étude précise sur le secteur de l'Ozon, des prescriptions pourront être données au coup par coup en fonction de la topographie des terrains riverains, lors de l'instruction des permis de construire.

2.1.4. Risques géotechniques

Le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique classe la commune d'Arras-sur-Rhône (arrondissement de Tournon) en zone de sismicité 0, soit un risque nul.

2.1.5. Risques technologiques

Il n'existe pas sur la commune d'installations classées selon le PAC.

2.2. Risques de pollution des eaux et gestion de l'eau

La gestion de la ressource en eau potable de la commune d'Arras-sur-Rhône est assurée par le syndicat Cance-Doux qui a lui-même délégué l'exploitation à la SAUR. La ressource principale du syndicat est constituée de trois puits, implantés à la limite Nord de la commune. Ces captages ont fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique par arrêté du 30 janvier 1996.

Trois périmètres de protection (immédiate, rapprochée et éloignée) ont été définis par le rapport hydrogéologique du 23 mars 1993 réalisé pour le syndicat Cance-Doux. Ils englobent toute la partie Nord de la plaine alluviale du Rhône, entre la voie SNCF et le Rhône. Aucune infrastructure ne les traverse, ce qui limite les risques de pollution accidentelle.

- **Zone de protection immédiate** : les terrains inclus dans ce périmètre appartiennent en pleine propriété à la collectivité maître d'ouvrage (Syndicat Cance-Doux). Ces terrains sont entourés d'une clôture solide et infranchissable, et leur accès est rigoureusement interdit au public. Les animaux y sont interdits ainsi que toute activité (notamment la pratique de cultures, l'épandage d'engrais organiques ou chimiques, de fumiers, etc.). Ils seront maintenus propres et débroussaillés.

- **Zone de protection rapprochée** : le périmètre ainsi défini prolonge le périmètre précédent. A l'intérieur de cette zone il est interdit la recherche et l'exploitation des eaux souterraines ; les puisards absorbants, l'exploitation des carrières, l'ouverture et le remblaiement d'excavations à ciel ouvert ; le rejet dans le sol d'effluents radioactifs, d'huiles et autres lubrifiants ; les rejets, déversements et épandages de matières de vidange, de lisiers, d'eaux usées domestiques, ainsi que les fosses septiques et dispositifs épurateurs ; les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, produits radioactifs, et de façon générale tout dépôt de matières usées ou dangereuses susceptibles d'altérer la qualité des eaux ; l'installation d'ouvrages d'évacuation d'eaux usées brutes ou après traitement (égouts), de canalisations, réservoirs ou dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures liquides ou gazeux et de produits chimiques ; la construction de porcheries, étables, bergeries, écuries ou tout autre local destiné à des animaux, ainsi que l'établissement de dépôts de fumier, de fosses à purin et de dépôts de matières fermentescibles (ensilage, refus de distillation) ; les terrains de camping, les cimetières. On apportera une attention particulière à la suppression des écoulements issus du ruisseau temporaire qui passe immédiatement au Nord des puits et à la surveillance des cultures qui ne devront utiliser aucune substance chimique susceptible de créer une pollution quelconque.

- **Zone de protection éloignée** : le périmètre défini englobe les deux précédents. A l'intérieur de cette zone de protection sont interdits les puisards absorbants, le rejet sur le sol et dans le sous-sol d'effluents radioactifs, d'huiles, de lubrifiants et de détergents non biodégradables à 90 %. Les autres activités, interdites dans la zone de protection rapprochée, pourront être autorisées dans le cadre de la réglementation générale, dont l'application par les services compétents doit être stricte et rigoureuse, notamment en ce qui concerne les conduites de collecte et d'évacuation d'eaux usées, ainsi que les canalisations réservoirs et dépôts d'hydrocarbures et de produits chimiques. Tout projet de construction nouvelle devra être soumis à l'avis du géologue.

On surveillera tout particulièrement le bon état des voies de communication routières et ferroviaires, notamment du point de vue de l'étanchéité des revêtements et des caniveaux.

La commune dispose actuellement d'un réseau de collecte des eaux usées (principalement de type unitaire) sur le bourg. Une station d'épuration de 400 eqh vient d'être mise en service. Seule la partie Sud du village (le Péage) n'est pas raccordée à la station. Enfin, par délibération en date du 27 mars 2004, la commune vient de décider l'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement.

2.3. Protection des sites et des paysages

Des extensions urbaines, même limitées, pourraient venir fragiliser la qualité paysagère de la commune.

C'est pour cela qu'au niveau du grand paysage, la carte communale veille à classer en zone non constructible les bois et les terrasses du coteau, qui sont les éléments forts du paysage d'Arras-sur-Rhône.

Concernant, la trame urbaine, la carte communale attache une attention particulière à :

- l'aménagement des zones futures d'urbanisation en cohérence et en continuité avec le bourg,
- stopper l'urbanisation du plateau, notamment au sommet du coteau,
- la préservation et la restauration du patrimoine rural (croix, ponts, moulin, tour, ...),
- la mise en valeur de l'architecture vernaculaire (ex. murs en pierres).

On rappellera qu'en application de l'article R-111.21 du Code de l'Urbanisme, relatif à la protection ou à la mise en valeur des sites : *« le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi que la conservation des perspectives monumentales ».*

2.4. Protection du milieu naturel

Plusieurs zones naturelles d'intérêt ont été identifiées sur la commune. Leur prise en compte dans la carte communale vise au classement de ces secteurs en zone non constructible, pour les milieux forestiers et les secteurs d'intérêt paysager. Il en est de même pour les zones d'intérêt agricole qui devront demeurer en zone non constructible.

Il convient d'attacher une attention particulière à la préservation du patrimoine naturel, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- protection de la plaine d'inondation du Rhône,
- protection de la ripisylve et des zones humides des différents cours d'eau,
- gestion et protection de la ressource en eau,
- collecte et traitement des eaux,
- amélioration de la qualité des eaux des cours d'eau,
- maintien des milieux ouverts,
- maintien des terrasses du coteau,
- conservation des forêts du coteau.

2.5. Préservation de la structure agro-sylvo-pastorale

Aujourd'hui encore, l'agriculture représente la première activité économique de la commune et de nombreux jeunes agriculteurs et viticulteurs se sont installés. Les terres agricoles, les vergers, les vignes et les prairies sont évidemment classés en zone non constructible pour leur intérêt agricole. L'ensemble du vignoble classé AOC, est également couvert par la zone non constructible.

Un quart du territoire communal est recouvert par la forêt. Ces boisements, outre leur aspect paysager, sont d'une grande richesse pour la sylviculture. Les risques d'incendie sont également très importants sur la commune. Les boisements sont donc classés en zone non constructible.

Une carte de synthèse des contraintes environnementales est présente dans les annexes de la Carte communale. Le lecteur est invité à s'y reporter.

C : LES ORIENTATIONS DE LA COMMUNE.

1. LES OBJECTIFS GENERAUX DE LA COMMUNE.

L'élaboration d'une carte communale est motivée par la nécessité pour la commune de définir de nouvelles zones constructibles, en réponse à une demande croissante en matière de logements et par la volonté de la municipalité de préserver le paysage et le patrimoine d'Arras-sur-Rhône. Les objectifs généraux de la commune ont été définis comme suit :

- Densifier les secteurs déjà urbanisés ;
- Préserver les secteurs sensibles et l'activité agricole;
- Créer des secteurs d'extension pour permettre l'implantation de logements en continuité de l'existant.

Après la réalisation de l'étude diagnostic, les objectifs ont été affinés par la municipalité :

- Compte tenu du gain de population enregistré entre 1990 et 2004, des nouveaux profils de la population, et de l'importante pression foncière constatée, la commune devrait connaître une croissance démographique continue sur les dix prochaines années. **Il semble réaliste de prévoir une population de l'ordre de 550 habitants d'ici 2015.**
- La commune entend conserver la maîtrise du rythme et de la localisation des constructions.
- La commune devra permettre l'implantation des types de logements suivants :
 - Maisons individuelles (en locatif ou en accession),
 - Petits collectifs, ou « individuels-groupés » (en locatif ou en accession),
 - Réhabilitation des logements anciens des bourgs,
 - Aménagement d'anciens bâtiments agricoles (granges, etc...) en habitations,
- La localisation des zones constructibles est dictée par le souhait de préserver les sites remarquables et par les contraintes d'assainissement, d'alimentation en eau potable, de sécurité incendie, d'alimentation en électricité et de desserte de voirie. La commune privilégie un développement en continuité avec l'existant.
- L'activité agricole est une composante paysagère et économique majeure. La commune prend le parti de préserver le milieu agricole ; ainsi, les périmètres de réciprocité entre les installations d'élevage et les zones constructibles sont respectés. De même, les zones facilement exploitables sont préservées de toute urbanisation. Par contre, certaines vignes situées à proximité du bourg – voire dans le bourg -, n'ont plus vocation à être exploitées à terme. Les nuisances engendrent dès aujourd'hui des conflits entre les exploitants et les habitants, notamment en ce qui concerne les traitements dont les risques pour la santé humaine sont évidents. Ainsi le zonage de la carte communale classe en zone constructible 4 hectares de zones AOC (dont 1 hectare en « fin de droits » en 2015). Des mesures compensatoires sont à l'étude pour créer une sorte « d'ilot viticole vitrine » au Sud du village, à l'écart des habitations. Cette question est traitée en collaboration et en plein accord avec les représentants de la profession.

- En ce qui concerne la protection de l'environnement et la qualité du cadre de vie, la carte communale prend en compte l'ensemble des paysages caractéristiques. Le patrimoine naturel et urbain est efficacement préservé.
- En matière d'équipements publics, la commune prévoit l'extension et le renforcement des équipements existants, notamment en matière d'eau, d'assainissement et de voirie, au fur et mesure des nouvelles urbanisations. Pour ce faire, la commune a instauré la Participation pour Voiries et Réseaux (PVR) afin de ne pas supporter seule le coût des infrastructures. Signalons qu'un Schéma directeur d'assainissement est également en cours de réalisation.

2. LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES PARTIES URBANISEES DE LA COMMUNE.

Les orientations générales de la carte communale se traduiront par une évolution des parties urbanisées de la commune. Certaines parties déjà urbanisées seront densifiées, d'autres zones, non urbanisées, seront ouvertes à l'urbanisation en continuité des bourgs.

En application de l'article R. 124-3 du Code de l'urbanisme et compte tenu de l'ensemble de ces objectifs, le document graphique¹ de la carte communale délimite :

- **En zone constructible « C » :** les secteurs où les constructions **SONT** autorisées ;
- **En zone non-constructible « N » :** les secteurs où les constructions **ne sont pas** autorisées, à l'exception de l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Dans les territoires couverts par la carte communale, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre Ier du titre Ier du livre Ier et des autres dispositions législatives et réglementaires applicables.

¹ Le plan utilisé pour tracer le zonage de la carte communale n'est pas à jour. De nombreuses maisons réalisées au cours des 5 dernières années n'y figurent pas. Cette absence crée un effet trompeur sur les superficies constructibles réellement disponibles.

2.1. Le développement urbain.

Des objectifs généraux de la commune, il ressort la volonté de maîtriser le développement urbain sur le village et de préserver le plateau.

Il s'agit en fait de permettre une installation mesurée de nouveaux ménages, afin de maintenir une certaine jeunesse de la population, et de répondre aux demandes des personnes qui souhaitent accéder à l'habitat individuel. Il s'agira de développer la fonction résidentielle en continuité des espaces bâtis sans privilégier systématiquement le logement individuel. En effet, la commune a pris conscience du fait que le logement locatif collectif ou semi-collectif est le meilleur moyen d'assurer un renouvellement de sa population.

Dans le même esprit, des opérations de réhabilitation des immeubles vacants ou vétustes du bourg et des hameaux pourront être envisagées.

Pour l'ensemble des zones constructibles, la commune entend veiller au strict respect des objectifs de préservation de l'intérêt patrimonial des sites identifiés dans la partie B du présent rapport de présentation, tant au niveau du bâti qu'au niveau des vues et perspectives.

La commune entend ainsi faire une stricte application de l'article R.111-21 du Code de l'urbanisme et refusera la délivrance des permis de construire (ou ne l'accordera que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales), si les constructions ou (les modifications de constructions) envisagées sont de nature à porter atteinte à l'intérêt des lieux et sites ou à la conservation des perspectives et points de vue.

- **Arras-sur-Rhône (bourg) :**

La totalité de la partie agglomérée du village est classée en zone constructible. La carte communale s'aligne sur les espaces bâtis et intègre les nombreuses parcelles en « dents creuses » qui subsistent. La ligne de chemin de fer fixe la limite Est des zones constructibles (qui correspond aussi à la limite des zones inondables). Le pied du coteau marque la limite Est des zones urbaines.

La majeure partie de la zone constructible correspond au bâti existant auquel s'ajoute quelques grands jardins, vergers, ou vignes qui pourraient facilement être urbanisés. En ce qui concerne la vigne, la municipalité a souhaité clairement afficher sa volonté de séparer la viticulture et les zones habitées. En accord avec la profession, la commune a pris le parti de classer en zone constructible certaines parcelles agricoles situées dans le bourg.

La carte communale prend également acte du développement observé à l'Est de la RN 86. L'ensemble du secteur est intégré à la zone constructible. Il s'agit de parcelles en cours, ou en voie d'urbanisation à l'heure où la carte communale est réalisée (lieudits « Le Clos », « La Plantade » et « Les Pérouses »).

La seule réelle zone d'extension future créée est située à proximité du cimetière, aux lieudits « Le Mas » et « Le Prieuré ». Cette zone créait une trouée sans raison d'être dans le village. Elle a déjà accueilli la salle des fêtes et pourra recevoir quelques habitations supplémentaires (6 à 7 nouvelles constructions possibles).

- **Le plateau :**

Ce secteur, à vocation agricole, est classé en zone naturelle afin de mettre un terme à la vague de constructions observée ces 20 dernières années. En effet, le développement du plateau n'est pas souhaitable pour les raisons suivantes :

- Il s'agit d'un secteur à fort potentiel agricole qui accueille déjà plusieurs installations agricoles ;
- L'impact paysager depuis la vallée est important, surtout sur les zones situées en balcon ;
- L'assainissement collectif n'est pas envisageable ;
- L'alimentation en eau est déjà très limitée ;
- L'accès n'est pas aisé en terme de largeur de voirie ;
- Une grande partie du plateau est classée en zone naturelle d'intérêt floristique et faunistique (Z.N.I.E.F.F.) de type 1.

Une urbanisation raisonnée :

D'une manière générale, la commune entend respecter l'esprit des lois d'urbanisme en vigueur qui incitent à la densification des bourgs et non au développement des hameaux.

La commune a donc souhaité délimiter avec précision les futures zones d'habitat. Au total, sur le bourg, ce sont environ 35 constructions qui pourraient voir le jour dans les parcelles déjà intégrées à l'espace bâti (dents creuses, jardins, vergers, vignes...), auxquelles s'ajoutent les 6 à 7 constructions possibles à proximité du cimetière. Si on retient un coefficient de rétention foncière de 30 % ce sont donc 30 nouvelles habitations probables d'ici une dizaine d'années.

Il est rappelé que le classement en zone non-constructible n'interdit pas les rénovations ou les extensions limitées des constructions existantes (voir paragraphe C. 2.).

2.2. La préservation des sites, des paysages, et de l'environnement.

Les sites et les paysages :

Les extensions urbaines prévues sont limitées. Les principaux secteurs sensibles où l'intérêt paysager et/ou environnemental est fort, les abords des installations agricoles, les principales terres agricoles, et les zones « à risques » sont préservés de toute urbanisation.

Ainsi, demeurent en zone non-constructible :

- La totalité du plateau et du coteau réservée à l'agriculture;
- La totalité des secteurs dispersés ;

- Les secteurs proches de la Tour ;
- Les abords des installations agricoles pour lesquelles les périmètres de retraits sont respectés ;
- Les entrées du bourg ;
- Les zones humides ;
- Les zones de captage ;
- Les zones inondables.

La prise en compte de l'élément végétal s'avère indispensable à cette préservation et les essences arborescentes ou arbustives employées pour la restauration ou la plantation de nouvelles haies devront être endogènes au milieu. L'élément minéral est également pris en compte dans ce zonage pour la mise en valeur de l'architecture vernaculaire qu'il a créée, caractéristique elle aussi de la commune (ex. : murets de pierres sèches). Tout ce petit patrimoine bâti devra être conservé en l'état ou restauré.

Cette préservation permettra à Arras-sur-Rhône de conserver les traits identitaires qui la caractérisent.

L'eau et l'assainissement :

Le syndicat Cance-Doux, qui alimente la commune en eau potable confirme que le raccordement d'une quarantaine d'habitations supplémentaires ne poserait pas de difficultés en terme de ressource en eau.

La commune élabore actuellement un schéma directeur d'assainissement. Les zones ouvertes à l'urbanisation sont calquées sur le zonage d'assainissement. Elles sont situées soit dans des secteurs qui sont ou seront desservis par un réseau d'assainissement collectif, soit dans des secteurs compatibles avec la réalisation d'installations d'assainissement individuel.

Dans les secteurs destinés à être desservis par des équipements d'assainissement collectif, la réalisation d'installations d'assainissement individuel est tolérée si l'aptitude des sols le permet, dans l'attente de l'achèvement des travaux des réseaux collectifs. Ces installations individuelles devront respecter la réglementation en vigueur et être conçues de manière à être facilement raccordables au réseau collectif.

D. COMPATIBILITE DE LA CARTE COMMUNALE

AVEC LES TEXTES EN VIGUEUR.

1. COMPATIBILITE AVEC L'ARTICLE L 121-1.

Document réglementaire, la carte communale est encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L 121.1 du Code de l'urbanisme.

« Art. L. 121-1. - Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

1. L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
2. La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;
3. Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. [...] »

La carte communale d'Arras-sur-Rhône respecte les principes de l'article L 121-1.

La carte communale prévoit en effet :

- Des zones constructibles pour la satisfaction des besoins actuels et futurs en matière d'habitat ;
- De vastes zones protégées au titre des sites, de l'environnement, ou des activités agricoles ;
- La prise en compte des risques naturels prévisibles.

2. RESPECT DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.

La carte communale prend en compte les servitudes d'utilité publique mentionnées par le porter à connaissance du Préfet. Les illustrations graphiques du rapport de présentation reprennent les servitudes les plus importantes.

3. LES PROGRAMMES D'INTERET GENERAL (PIG).

La Commune d'Arras-sur-Rhône n'est concernée par aucun Programme d'Intérêt Général. En conséquence, il n'y a pas lieu de regarder la compatibilité de la carte communale avec ce type de document.

4. COMPATIBILITE AVEC LE S.CO.T.

Par délibération en date du 8 décembre 2001, la commune a accepté d'intégrer le périmètre du SCOT Tain/Tournon/Saint Vallier, en cours d'élaboration. Ses orientations ne sont pas connues à ce jour.

E. SUPERFICIE DES ZONES
CONSTRUCTIBLES ET DES ZONES NON-
CONSTRUCTIBLES

Zones	Superficie en hectares	Superficie en %
« C » constructibles	30.90	5.2
« N » non-constructibles	558.1	94.8